



# COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

## 2011

Comptes annuels consolidés et audités de la société  
Coil (ex United Anodisers) S.A./N.V.  
pour l'exercice clos le 31 décembre 2011  
préparés conformément aux normes IFRS

**ALUAN**  
**LISTED**  
**NYSE**  
**ALTERNEXT**

## RAPPORT DE GESTION

### Chiffres clés :

#### Définitions :

« K€ »

EBITDA

'000 Euros

résultat d'exploitation + dotations aux amortissements et provisions

### (K€) - hors impact cession filiales

Année 2011

Année 2010

#### Compte de résultats (activités poursuivies)

Chiffre d'affaires	21 892	18 505
Résultat brut	7 421	5 960
Marge brute	33,9%	32,2%
Résultat opérationnel	1 948	2 106
Marge d'exploitation	8,9%	11,4%
Résultat avant impôts	1 422	1 629
Résultat net	1 366	1 611
Marge nette	6,2%	11,7%

#### Cash Flow

EBITDA	3 989	4 210
EBITDA/Chiffre d'affaires	18,2%	22,7%
Free Cash Flow (EBITDA — Investissements)	2 724	3 915

#### Bilan

Fonds de roulement opérationnel (débiteurs court terme + inventaire - créiteurs court terme)	468	408
Actif immobilisé corporel	14 390	17 610
Actif Total	23 661	27 461
Dettes à long terme	5 405	6 511
Capitaux propres	12 575	12 864

Chers actionnaires,

Avec une croissance molle en Europe dans un contexte de fortes incertitudes économiques et de menace renouvelée des marchés financiers mondiaux engendrée par la crise de la zone Euro, 2012 aurait dû être une année difficile pour le Groupe.

L'anodisation en continu a connu une demande soutenue jusqu'à la fin du 3ème trimestre, période pendant laquelle l'entreprise a été négativement affectée par un déstockage provoqué par la chute du prix LME de l'aluminium. Les ventes ont diminué de manière significative en octobre et novembre pour retrouver des niveaux plus normaux en fin d'année. Cette période de déstockage a donc été beaucoup plus courte que les précédentes. Ce secteur a enregistré pour l'année un chiffre d'affaires de 21 892 K€, en hausse de 3 387 K€ ou 18.3%.

L'anodisation par lots a démarré l'année très lentement. Les dépenses en nouveaux projets architecturaux ont été significativement réduites en raison de coupures budgétaires dans la construction publique et privée au Royaume-Uni. La baisse des marchés au Royaume-Uni a été compensée par un certain nombre de grands projets en Europe continentale. Cependant, à partir du 2ème trimestre, l'activité s'est nettement redressée d'une reprise soutenue de la demande au Royaume-Uni pour des projets de construction haut de gamme.

Malgré ces périodes d'activité moins soutenue, le Groupe a connu ses plus hauts niveaux de ventes et d'EBITDA jamais enregistrés. Le groupe a finalement enregistré un chiffre d'affaires de 29 224 K€, en augmentation de 5 891 K€ ou 25.2% sur l'année 2010.

Pour ce qui concerne les activités poursuivies, représentées par le secteur anodisation en continu, le résultat brut est en hausse de 24.5% et a atteint 7 421 K€ avec une marge de 33.9%, en hausse de 1.7 points.

Le résultat opérationnel des activités poursuivies finit cependant en légère baisse et atteint 1 948 K€ contre 2 106 K€ en 2010. Cette baisse est due à une augmentation du coût des services commerciaux et administratifs de 1 573 K€, principalement du fait d'une augmentation des frais de voyages et des provisions liées au développement des activités « package », d'une augmentation de la rémunération des administrateurs, ainsi que de certains frais de restructuration. Par ailleurs, il convient de rappeler que le montant enregistré en 2010 contenait une reprise exceptionnelle de provisions de 300 K€, ce qui impacte donc la base de comparaison.

Au cours de l'année, le Conseil d'Administration a décidé:

1. d'investir pour un montant de 22,0 millions d'euros dans une nouvelle ligne d'anodisation en continu d'une capacité de 15.000 tonnes et dans un centre de service pour l'aluminium au sein de l'usine existante de Bernburg en Allemagne. Cet investissement sera éligible à des subventions à hauteur de 38% du montant de l'investissement. Cette nouvelle unité devrait entrer en production en septembre 2013.

2. que les perspectives prometteuses de croissance de l'anodisation en continu hors d'Europe nécessitaient une attention maximale de la part du management et un plus grand engagement en ressources financières. Dans cette perspective, il a été décidé de vendre la Business Unit d'anodisation par lots. La cession a été conclue en décembre 2011.

Certains investissements liés à la nouvelle ligne ont déjà été enregistrés dans les comptes pour un montant de 388 K€, dont la majeure partie se trouve en immobilisations en cours.

La vente des sociétés anglaises, constituant le secteur « anodisation par lots », a été réalisée le 13 décembre 2011. Cette vente a engendré une perte de 3,2 M€ dans les comptes du groupe. La majeure partie de la perte est expliquée par le fait que les dettes inter-sociétés du secteur vis-à-vis de la maison-mère ont été capitalisées juste avant la vente, augmentant la valeur nette comptable du secteur vendu. Les sociétés vendues ont toutefois remboursé 0,5 M€ de dette inter-sociétés immédiatement avant la vente. Le prix de vente a été fixé par le Conseil d'administration sur une base « debt-free » à un montant de 2.5 M€. Le prix a ensuite été diminué à 1.4 M€, principalement du fait que l'acquéreur a pris en charge le remboursement de la dette à hauteur de 1 M€. Une partie du prix de vente, 1 M€, est payable sur une période de 7 ans.

Par ailleurs, les charges financières sont en hausse du fait de la mise en place d'un nouvel emprunt ainsi que d'une augmentation des marges sur les encours créditeurs de la banque anglaise. Elles atteignaient 531 K€ pour l'année 2011, par rapport à 481 K€ en 2010.

Au total, le groupe a enregistré une perte de 950 K€ comparé à un gain de 1,2 M€ en 2010. Le résultat hors impact de la cession des filiales anglaises est de 2,2M€ et, en ce qui concerne uniquement les activités poursuivies, de 1,4 M€.

Au niveau du bilan, les encours ont été fortement impactés par la vente du secteur anodisation par lots. Les immobilisations ont diminué de 3,2 M€ et le goodwill de 2,2 M€ a disparu du bilan. Une créance de 920 K€, représentant la créance de 1 M€ vis-à-vis de l'acquéreur en valeur actualisée, a été enregistrée à l'actif du bilan.

Le besoin en fonds de roulement a légèrement augmenté, passant de 408 K€ à 468 K€, principalement du fait d'une augmentation des stocks de produits en cours et finis.

L'endettement bancaire du groupe a fortement diminué et ne représentait que 6,5 M€ fin 2011, comparé à 9,2 M€ un an auparavant. Le ratio d'endettement (dette financière/capitaux propres) a donc été fortement réduit à 62% comparé à 34% à la fin de l'année 2010.

### **Facteurs de risque**

Le Groupe est évidemment sujet à des risques industriels normaux, qui affectent toute entreprise, comme la concurrence, le risque de substitution de produit, le risque de liquidité, la capacité à lever des fonds nouveaux, la responsabilité du fait des produits, la qualité et la continuité du management, l'efficacité de la stratégie, la solvabilité des clients et tous les autres risques assurables usuels.

Les activités du Groupe utilisent des produits chimiques et des quantités d'eau importantes. Ceci exige une gestion saine de l'environnement et des investissements afin de rester en conformité avec les lois environnementales. Le procédé de production de la société est électrochimique ; il exige une consommation significative d'énergie et, en conséquence, rend l'entreprise vulnérable à des évolutions à la hausse des coûts énergétiques qui pourraient être difficiles à répercuter intégralement dans les prix de vente.

La sous-traitance représente la majeure partie de l'activité du Groupe. Pour la plus grande partie de ces ventes, le Groupe n'achète ni ne vend le métal qu'il traite. De plus en plus, la politique du Groupe est de prendre des mesures pour augmenter la demande d'aluminium anodisé dans le marché en travaillant auprès des acteurs de spécification. Mais, en tant que sous-traitant, le Groupe est très dépendant des moyens mis en œuvre par ses clients pour vendre l'aluminium anodisé.

La demande peut périodiquement être influencée par le déstockage ou le réapprovisionnement des distributeurs en métal en réaction aux mouvements marqués dans le prix de l'aluminium. Etant donné le rapport élevé des coûts fixes inhérents à l'activité de la société, des fluctuations importantes dans le chiffre d'affaires peuvent avoir un effet significativement négatif ou positif sur le cash flow et la rentabilité. Suite à la chute brutale des prix de l'aluminium lors du quatrième trimestre 2008, le Groupe est toujours impacté par un déstockage important dans le marché de l'aluminium.

En ce qui concerne l'activité « Projets », le Groupe devra maintenant fournir le métal sur lequel il applique le traitement de surface, ce qui implique, pour une partie de son activité, l'achat et la vente de métal. Selon la politique du Groupe, dès qu'une commande est reçue d'un client, le métal est immédiatement acheté au laminoir à des prix prédéterminés selon les prix à terme LME applicables en fonction du calendrier de livraison du projet. Les risques de change sont ainsi couverts. Occasionnellement, le Groupe peut, pour des raisons opérationnelles, maintenir des stocks très limités de métal, dont la valeur fera objet de fluctuations en fonction des variations du prix LME pour l'aluminium.

La demande d'aluminium laminé en Europe peut ponctuellement être très élevée et excéder la capacité disponible. Or, le Groupe peut uniquement traiter le métal de la plus haute qualité, un type de métal qui ne provient généralement que des laminoirs européens. Le manque ponctuel de capacité peut ainsi générer un manque de métal sur le marché et donc de longs délais de livraison. La quantité de métal disponible pour un traitement par le Groupe est, en conséquence, parfois ponctuellement limitée, ce qui impacte négativement son chiffre d'affaires. A la connaissance de la Société, il n'y a pas d'autres circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement du Groupe.

### **Perspectives**

Comme mentionné ci-dessus, l'activité d'anodisation en continu s'est redressée en fin d'année 2011 et sa performance sur le 1er trimestre 2012 a été bonne.

La majeure partie de l'activité de la Société continue d'être opérée en sous-traitance, et les ventes sont principalement tirées par le marché de la distribution en Europe. La demande en Europe du Sud, en particulier en Italie, bénéficie de la disparition d'Italinish, le plus grand concurrent de la Société en Europe.

Les ventes hors Europe continuent leur progression. Les ventes sous-traitées ont été favorablement influencées par des nouveaux contrats en Chine, notamment pour l'anodisation des bâtiments emblématiques du Dalian International Conference Centre ou de la Bourse de Shenzhen.

Les ventes de packages (aluminium et anodisation) poursuivent leur croissance, et cette activité deviendra plus importante dans les années à venir. La construction de la ligne 6 et d'un centre de service aluminium en Allemagne positionne solidement la Société pour répondre favorablement à ces nouveaux marchés en croissance, en réduisant les coûts logistiques et la dépendance auprès de contractants extérieurs.

La Société maintient ainsi le cap sur le développement de nouveaux marchés en améliorant notamment son réseau de vente international avec l'ajout de nouveaux agents en Indonésie, au Vietnam, au Brésil et en Inde.

Les récentes données économiques suggèrent que l'économie mondiale a peut-être évité un crash alimenté par la crise de l'euro et que la croissance américaine, bien qu'encore modeste, va dans la bonne direction. La Société demeure optimiste et envisage une nouvelle amélioration de sa performance dans l'anodisation en continu.

Le financement de la dette de la ligne 6 a été mis en place en décembre 2011 et l'ingénierie de détail de la ligne et du bâtiment sont actuellement en cours.

#### **Déclaration portant sur les informations contenues dans le rapport financier du 31 décembre 2011**

Le Conseil d'Administration a autorisé la publication de ce rapport annuel lors de leur réunion le 23 avril 2012.

Nous attestons au nom et pour compte de la société United Anodisers S.A./N.V., qu'à notre connaissance les états financiers consolidés pour la période clôturée au 31 décembre 2011, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'émetteur et des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport de gestion pour la période clôturée au 31 décembre 2011 contient un exposé fidèle des informations exigées en vertu des lois et correspond aux états financiers consolidés.

James Clarke, Président du Conseil d'Administration  
Finance & Management International NV, Administrateur délégué représenté par Timothy Hutton

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

### COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Exercice clos le 31 décembre (K€)	Note	2011	2010
<b>Chiffre d'affaires</b>	3	21 892	18 505
Coûts de production	4	-14 471	-12 544
<b>Résultat brut</b>	3	7 421	5 960
Frais des services commerciaux et administratifs		-5 374	-3 801
Frais de recherche & développement	5	-98	-54
<b>Résultat opérationnel</b>	3	1 948	2 106
Produits financiers	7	5	5
Charges financières	7	-531	-481
<b>Résultat net avant impôts</b>		1 422	1 629
Impôts différés	8		
Impôts	8	-55	-18
<b>Résultat des activités poursuivies après impôts</b>		1 366	1 611
<b>Résultat des activités abandonnées</b>	9	-2 317	-439
<b>Résultat net</b>		-950	1 172
Part du groupe		-950	1 172
Part des minoritaires		-	-
<b>Résultat de base des activités poursuivies par action</b>		0,80 €	0,94 €
<b>Résultat de base des activités abandonnées par action</b>		-1,35 €	-0,26 €
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation pour le résultat de base	15.2	1 710 994	1 710 994
<b>Résultat dilué des activités poursuivies par action</b>		0,80 €	0,94 €
<b>Résultat dilué des activités abandonnées par action</b>		-1,35 €	-0,26 €
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation pour le résultat de base	15.2	1 710 994	1 710 994

### ETAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<b>Résultat net après impôts</b>		-950	1 172
<b>Autres éléments du résultat global</b>		658	177
Cash flow hedges	19.4.2	46	52
Ecart de conversion		612	125
Effet d'impôt		-	-
<b>Résultat total global</b>		-292	1 349
Part du groupe		-292	1 349
Part des minoritaires		-	-

Les notes des pages 11 à 42 font partie intégrante de ces états financiers.

## POSITION FINANCIERE - BILAN CONSOLIDÉ

Exercice clos le 31 décembre (K€)	Note	2011	2010
<b>Actifs non courant</b>			
Immobilisations corporelles	10.1	14 390	17 610
Immobilisations incorporelles	10.2	121	2 359
Immobilisations financières	10.3	921	-
Impôts différés	8.2	836	836
Garanties & dépôts		43	49
<b>Total</b>		<b>16 311</b>	<b>20 854</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks	11	1 511	1 389
Créances	12	3 599	3 971
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	2 240	1 247
<b>Total</b>		<b>7 350</b>	<b>6 607</b>
<b>Total de l'Actif</b>		<b>23 661</b>	<b>27 461</b>
<b>Capitaux propres</b>			
	15		
Capital appelé		5 173	5 170
Prime d'émission		2 700	2 700
Réserves		4 819	5 157
Réserve instruments financiers		-117	-163
<b>Total</b>		<b>12 575</b>	<b>12 864</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Établissements de crédit : Dettes à plus d'un an	15.3	5 405	6 511
Impôts différés	8	-	291
<b>Total</b>		<b>5 405</b>	<b>6 802</b>
<b>Passifs courants</b>			
Instruments financiers dérivés	19	117	163
Dettes bancaires à court terme	15.3	1 097	2 662
Impôts courants		-	18
Provisions	14.1	742	462
Créditeurs	14.2	3 724	4 490
<b>Total</b>		<b>5 680</b>	<b>7 795</b>
<b>Total du Passif</b>		<b>23 661</b>	<b>27 461</b>

*Les notes des pages 11 à 42 font partie intégrante de ces états financiers.*

## ETAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice clos le 31 décembre (K€)	Notes	2011	2010
<b>Liquidités en début d'exercice</b>	13	1 247	2 079
<b>Cash flow des activités d'exploitation:</b>			
Résultat d'exploitation et autres profits	3	1 948	2 106
Amortissements normaux	4	2 041	2 104
Amortissement des subventions			
Impôts	8	-250	-21
Rémunération fondée sur des actions			
Diminution/(Augmentation) des créances	12	-777	-202
Diminution/(Augmentation) des stocks	11	-238	-108
(Diminution)/Augmentation des créditeurs	14	320	-493
Produits financiers	7	5	5
Charges financières	7	-531	-481
<i>dont intérêts payés</i>		-421	-531
Différence de change			
<b>Total cash flow issu des activités poursuivies</b>		<b>2 517</b>	<b>2 909</b>
<b>Total cash flow issu des activités abandonnées</b>		<b>439</b>	<b>387</b>
<b>Total cash flow des activités d'exploitation</b>		<b>2 956</b>	<b>3 296</b>
<b>Cash flow des activités d'investissement:</b>			
Acquisitions d'immobilisations	10	-1 307	-295
Subventions		-	-53
Remboursements/(Paiements) cautions et dépôts		6	34
<b>Total cash flow issu des activités poursuivies</b>		<b>-1 301</b>	<b>-314</b>
<b>Total cash flow issu des activités abandonnées</b>		<b>-114</b>	<b>-221</b>
<b>Total cash flow des activités d'investissement</b>		<b>-1 415</b>	<b>-535</b>
<b>Ressources nettes de liquidités avant financement</b>		<b>1 542</b>	<b>2 761</b>

*L'état continue sur la page suivante*

## ETAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE - SUITE

<b>Ressources nettes de liquidités avant financement</b>		<b>1 542</b>	<b>2 761</b>
<b>Cash flow des activités de financement:</b>			
Remboursement d'emprunts à long terme incl écart de conversion	15.1	-1 256	-5 624
Nouvel emprunt à long terme	15.1	-	2 100
Mouvements d'emprunts à court terme incluant écart de conversion	15.3		
Amortissements frais financiers		-15	61
Achat actions (contrat de liquidité)	15.2	4	4
Augmentation capital	15.2	0	-
<b>Total cash flow issu des activités poursuivies</b>		<b>-1 267</b>	<b>-3 459</b>
<b>Total cash flow issu des activités abandonnées</b>		<b>-257</b>	<b>-97</b>
<b>Total cash flow provenant des activités de financement</b>		<b>-1 524</b>	<b>-3 556</b>
<b>Augmentation/ (Diminution) des liquidités</b>		<b>18</b>	<b>-795</b>
Ecart de conversion		<b>592</b>	<b>-37</b>
<b>Total augmentation/ (diminution) des liquidités</b>		<b>610</b>	<b>-832</b>
Impact cession des filiales Anglaises		383	-
<b>Total augmentation/ (diminution) des liquidités</b>		<b>993</b>	<b>-832</b>
<b>Liquidités en fin d'exercice</b>	13	<b>2 240</b>	<b>1 247</b>

*Les notes des pages 11 à 42 font partie intégrante de ces états financiers.*

## ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

K€	Notes	Capital souscrit	Achat actions propres	Prime d'émission	Réserves	Réserve instruments financiers	Ecart de conversion	Total
<b>Solde au 31 décembre 2009</b>	15	5 190	-24	2 700	4 597	-215	-737	11 511
Bénéfice/(Perte) net pour la période		-	-	-	1 172	-		1 172
Ecart de conversion							125	125
Couverture de flux de trésorerie		-	-	-	-	52		52
<b>Résultat global de la période</b>					1 172	52	125	1 349
Achat action propres (contrat de liquidité)			4					4
<b>Solde au 31 décembre 2010</b>	15	5 190	-20	2 700	5 769	-163	-612	12 864
Bénéfice/(Perte) net pour la période					-950			-950
Ecart de conversion							612	612
Couverture de flux de trésorerie			-	-		46		46
<b>Résultat global de la période</b>					-950	46	612	-292
Achat action propres (contrat de liquidité)			3					3
<b>Solde au 31 décembre 2011</b>		5 190	-17	2 700	4 819	-117		12 575

*Les notes des pages 11 à 42 font partie intégrante de ces états financiers.*

## NOTES

### 1. METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

#### (a) Activités

Coil S.A. (la « Société ») et sa filiale Coil GmbH ont pour activité le traitement de surface (anodisation) d'aluminium et interviennent en tant que sous-traitants spécialisés dans le traitement de surface, pour le compte des plus grands laminoirs d'aluminium, des transformateurs d'aluminium et de consommateurs finaux, principalement en Europe.

Coil S.A. est également fournisseur d'aluminium anodisé (métal plus traitement de surface) pour des projets architecturaux hors Europe.

#### (b) Faits significatifs de l'exercice

- Cession des filiales anglaises

Dans l'objectif de recentrer les efforts du groupe sur son métier historique, l'anodisation en continu, les sociétés anglaises, sous contrôle commun, ont été cédées en date du 13 décembre 2011. Les détails concernant cette cession se trouvent dans la Note 2.

- Transfert sur Alternext

Le 7 Mars 2011, une Assemblée Générale Extraordinaire a approuvé la décision du Conseil d'Administration d'Administration de transférer la cotation des titres Coil (alors United Anodisers) du marché Euronext Paris vers le marché Alternext Paris. Ce transfert a eu lieu le 30 avril 2011. Comme attendu, ce transfert a permis de diminuer le temps passé sur les activités purement règlementaires et consacrer plus de temps à la gestion du groupe.

#### (c) Principes comptables

Coil S.A. est une société de droit belge. La Société tient sa comptabilité en Euros (€).

Les comptes consolidés de Coil S.A. clos le 31 décembre 2011 comprennent la Société et ses filiales (ensemble « Coil », ou « le Groupe »). Le Conseil d'Administration a arrêté les comptes en date du 23 avril 2012.

#### (d) Déclaration de conformité

Les comptes consolidés au 31 décembre 2011 du Groupe sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel que publié par l'IASB et adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2011, et présenté en détail sur le site internet [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe sont identiques à celles adoptées lors de la préparation des états financiers annuels du Groupe pour l'exercice 2010, à l'exception des normes et interprétations suivantes qui ont été appliquées à partir du 1er janvier 2011.

Les normes et amendements à des normes existantes, et les interprétations émises par l'IFRIC, tels que listés ci-après, qui ont été adoptés par l'Union européenne et dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011, sont les suivants :

- IAS 24 révisée — Information relative aux parties liées ;
- Amendement IAS 32 — Classement des émissions de droits ;

- Amendements IFRIC 14 — Paiements d'avance d'exigences de financement minimal ;
- IFRIC 19 — Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres ;
- Amélioration des IFRS 2010 — Améliorations des normes internationales d'information financière publiées en mai 2010.

L'adoption de ces nouvelles normes, interprétations et amendements n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers du Groupe au 31 décembre 2011.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes, amendements de normes et interprétations suivants (adoptés ou en cours d'adoption par l'Union Européenne) :

- IFRS 7 « Instruments financiers — informations à fournir » — Informations à fournir dans le cadre des transferts d'actifs financiers, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2011
- IFRS 9 — Instruments financiers — Classement et évaluation (phase 1) : La norme IFRS 9 doit à terme remplacer la norme IAS 39 actuelle. Ce remplacement a été découpé en plusieurs phases, seule la première phase a été publiée, les deux autres, modalités de dépréciation et comptabilité de couverture sont toujours en cours de discussion.
- IFRS 13 — Evaluation de la juste valeur : cette norme clarifie la définition de la juste valeur, donne des indications et améliore l'information à fournir sur l'évaluation en juste valeur. Cette norme est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013.
- Amendement IAS 1 — Présentation des autres éléments du résultat global : Cet amendement requiert la présentation des autres éléments du résultat global en deux sous groupes : les éléments qui ne seront jamais recyclés en résultat et ceux qui seront recyclés en résultat lorsque des conditions spécifiques seront remplies. Cet amendement est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2012.
- Amendement IAS 12 — Impôt différé — Recouvrement des actifs sous-jacents ; applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2012
- Amendement IAS 19 — Avantages du personnel : Cet amendement introduit un certain nombre de modifications à des points spécifiques d'IAS 19. Parmi ces changements figure l'obligation de comptabiliser les écarts actuariels de la période dans les autres éléments du résultat global, la méthode du corridor et l'option de comptabilisation en charge de la période étant supprimées. Cet amendement est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013.

De nouvelles normes sur la consolidation ont été publiées et entreront en vigueur au titre des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013:

- IFRS 10 — Etats financiers consolidés : cette norme annule et remplace la norme IAS 27 et l'interprétation SIC 12. Elle présente une nouvelle définition du contrôle et donne des indications pour identifier les intérêts et droits dans une filiale. Les mécanismes de consolidation et la comptabilisation des transactions avec les actionnaires minoritaires et des changements de contrôle ne sont pas modifiés.
- IFRS 11 — Partenariat : cette norme annule et remplace la norme IAS 31 et aligne plus étroitement le traitement comptable chez les investisseurs avec leurs droits et obligations liés à l'accord conjoint. La possibilité offerte par IAS 31 d'utiliser la méthode de l'intégration proportionnelle pour les « joint ventures » (coentreprises) a été supprimée, seule la méthode de la mise en équivalence étant acceptée par IFRS 11.
- IFRS 12 — Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités : cette norme regroupe l'ensemble des informations à fournir en annexe sur les différents types d'investissements, y compris les entités structurées non consolidées. Elle introduit également de nouvelles informations à fournir sur les risques auxquels est exposée une entité de part ses intérêts dans des entités structurées.
- Amendement IAS 27 — Etats financiers individuels : la norme IAS 27 ne traite plus que des états financiers individuels.
- Amendement IAS 28 — Participations dans des entreprises associées et des coentreprises : la méthode de la mise en équivalence reste inchangée, les « joint ventures » (coentreprises) sont incluses dans le champ d'application d'IAS 28.

Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application sur les comptes.

### **(e) Base de la présentation**

Les comptes annuels sont présentés en Euros, arrondis au millier le plus proche. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur.

Les comptes annuels consolidés donnent la situation financière en date du 31 décembre 2011 et se rapportent à la période de 12 mois se clôturant au 31 décembre 2011.

La préparation des comptes annuels en conformité avec les IFRS requiert que le management procède à des estimations et définisse des hypothèses qui impactent le montant des actifs, passifs, charges et produits. La réalité peut différer de ces estimations. Les estimations comptables ainsi que les hypothèses sous-jacentes sont revues régulièrement. Les ajustements des estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle elles ont été revues si cette revue ne concerne que cette période, ou dans la période au cours de laquelle la révision a eu lieu et dans les périodes futures si cette révision affecte tant la période actuelle que les périodes futures.

Les estimations effectuées concernent plus particulièrement la dépréciation des créances client et des stocks (*indication du montant des provisions*) ainsi que les actifs d'impôts différés constatés sur les déficits reportables (*indication du montant*).

### **(f) Règles de consolidation**

La méthode de consolidation par intégration globale concerne toutes les filiales qui sont contrôlées par Coil S.A., la société mère. Les sociétés filiales sont celles dans lesquelles la Société détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote ou dans lesquelles la Société détient par ailleurs, un contrôle de fait, de façon à obtenir des avantages de ses activités.

Lorsqu'une filiale, au cours de l'exercice, commence à être contrôlée ou cesse d'être contrôlée, ses résultats sont inclus uniquement à partir de, ou jusqu'à la date à laquelle, le contrôle commence ou cesse.

Toute balance ou transaction entre les entreprises du Groupe est éliminée. Une liste des filiales du Groupe est fournie dans la Note 20.

### **(g) Devises**

Les transactions libellées dans d'autres devises que l'Euro sont enregistrées initialement au taux en vigueur au jour de la transaction. Lors de la clôture de l'exercice, les créances et les dettes libellées en devises étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de conversion qui en résultent sont prises en compte dans le résultat de la période.

Les états financiers statutaires de chaque entité du groupe sont présentés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité (sa monnaie fonctionnelle). Pour les états financiers consolidés, le compte de résultat et le bilan de chaque entité du groupe sont convertis en euro, qui est la monnaie fonctionnelle de la Société et la monnaie de présentation des états financiers consolidés.

Pour la présentation des rapports financiers consolidés, les actifs et passifs des filiales étrangères du Groupe sont convertis en euros en utilisant les taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen. Les différences de conversion en résultants sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et

cumulées dans une composante distincte des capitaux propres (et ventilées entre part Groupe et intérêts minoritaires, le cas échéant).

Le Goodwill et autres ajustements de juste valeur résultant de l'acquisition d'entités dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont considérés comme étant des actifs et passifs de l'entité étrangère et sont donc convertis en euros au taux de clôture.

### **(h) Instruments financiers dérivés, opérations de couverture**

Coil a recours à des instruments financiers dérivés pour se couvrir contre les risques de taux d'intérêt découlant de ses activités de financement (couverture de flux de trésorerie futurs attribuables à des dettes financières comptabilisées).

La politique de Coil consiste à ne pas s'engager dans des transactions spéculatives ou à effet de levier et à ne pas détenir ou émettre des instruments à des fins de transaction.

Les critères fixés par Coil pour classer un instrument dérivé parmi les instruments de couverture sont les suivantes :

- Le Groupe s'attend à ce que la couverture soit efficace pour parvenir à compenser les variations de flux de trésorerie attribuables au risque couvert ;
- l'efficacité de la couverture peut être évaluée de façon fiable;
- il existe des documents appropriés décrivant la relation de couverture à l'origine de la couverture.

Les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur.

Les variations de la juste valeur d'un instrument de couverture qui correspond à une couverture efficace de flux de trésorerie, sont comptabilisées directement dans la réserve relative aux instruments de couverture dans les autres éléments du résultat global. La partie inefficace est comptabilisée directement dans le compte de résultat.

### **(i) Immobilisations**

#### **Immobilisations corporelles**

Les immeubles, machines et outillages sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, et sont diminués des amortissements cumulés et des dépréciations. Les terrains ne sont pas amortis. Le prix d'acquisition des immeubles, machines et outillages inclut le prix d'achat des matériaux, la main-d'œuvre, les frais environnementaux et les autres frais.

L'immeuble de Coil S.A. à Landen en Belgique a fait l'objet d'une réévaluation en 1989. L'écart de réévaluation correspondant, compris dans les capitaux propres, est transféré progressivement dans les réserves à concurrence des amortissements annuels actés sur cet écart de réévaluation. Depuis, Coil S.A. n'a plus appliqué que le traitement de référence du coût amorti pour ses immobilisations corporelles.

Les dotations aux amortissements sont calculées de manière à amortir les immobilisations de façon linéaire sur leur durée probable d'utilité. Les amortissements sont calculés à partir de la date à laquelle l'actif est disponible pour utilisation.

Les taux d'amortissement en vigueur sont les suivants :

Constructions	10 - 25 ans
Lignes de production no.4 et no. 5	20 ans
Petites machines et outillage	3 - 10 ans
Matériel roulant	3 - 10 ans
Mobilier	10 – 20 ans

Les subventions non remboursables dont a bénéficié la nouvelle ligne de production n° 5 de Coil GmbH en Allemagne ont été déduites de son prix d'acquisition au moment de leur encaissement. L'amortissement des investissements correspondants est calculé sur le montant net de subventions, voir Note 10.1.

Lorsque des éléments d'immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément.

Les dépenses ultérieures ne sont portées à l'actif que si elles permettent d'augmenter les avantages économiques futurs générés par l'immobilisation corporelle. Les frais de réparation et d'entretien qui ne permettent pas d'augmenter les avantages économique futurs de l'actif concerné, sont comptabilisés en charges.

### Leasing

Les installations et outillages pris en leasing pour lesquels la Société assume tous les risques et bénéfices sont classés sous la dénomination « leasing financier ». Les autres biens en leasing sont classés sous la dénomination «leasing opérationnel».

Les immobilisations financées au moyen de contrats de leasings financiers sont comptabilisées à l'actif et au passif initialement pour des montants équivalents à la juste valeur du bien loué ou pour des montants équivalents à la valeur actualisée des paiements minimaux si celle-ci est inférieure. Ces immobilisations suivent les méthodes et règles d'évaluation, amortissement et dépréciation de la catégorie de biens auxquelles elles sont rattachées. Les dettes de leasing sont diminuées des remboursements en capital, alors que la partie du paiement ayant trait à la charge d'intérêt est directement portée en résultat.

Les paiements effectués dans le cadre des leasings opérationnels sont enregistrés au compte de résultat, de manière linéaire, pendant la durée du leasing, sauf lorsqu'une autre alternative est plus représentative de la durée pendant laquelle la société bénéficie de l'usage de l'immobilisation.

### Immobilisations incorporelles

Les logiciels et les charges liées à leur mise en service sont comptabilisés à leur prix d'acquisition et sont amortis sur 10 ans.

Les frais de recherche ainsi que les frais de développement qui ne répondent pas aux critères de comptabilisation d'un actif sont pris en charge au moment où ils sont encourus.

### Goodwill – regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales et d'activités sont comptabilisées selon la méthode dite de l'acquisition. Le coût du regroupement d'entreprises correspond au total des justes valeurs (à la date d'échange) des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui répondent aux critères de comptabilisation sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges.

Le goodwill provenant de l'acquisition d'une filiale représente l'excédent du coût d'acquisition par rapport à la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables de la filiale comptabilisés à la date de l'acquisition (méthode du goodwill partiel). Pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter pour une évaluation à la juste valeur des intérêts non contrôlés. Dans ce cas le Groupe comptabilise un écart d'acquisition sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables (méthode du goodwill complet).

Le goodwill est comptabilisé comme un actif évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Si le goodwill est négatif, il est immédiatement comptabilisé en résultat parmi les « Autres produits » de l'exercice.

Lors de la cession d'une filiale, le montant attribuable au goodwill est inclus dans la détermination du résultat de la cession.

Désormais seules les variations de pourcentage d'intérêt impliquant la perte ou l'acquisition du contrôle d'une entité pourront entraîner un impact en résultat. A contrario, les opérations n'affectant pas le contrôle ne se traduiront que par une nouvelle répartition des capitaux propres entre la part du groupe et les intérêts minoritaires.

### Tests de dépréciation

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable doit être estimée pour chaque actif pris individuellement. Si cela n'est pas possible, IAS 36 impose à une entreprise de déterminer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle l'actif appartient.

Une unité génératrice de trésorerie est le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie. Celles-ci sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs.

La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de cession ou de la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation continue de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée par le Groupe à partir des flux de trésorerie estimés sur la base des plans ou budgets établis sur 5 ans maximum, les flux étant au-delà calculés par application d'un taux de croissance constant ou décroissant aux flux de la 5<sup>ème</sup> année, et actualisés en retenant des taux du marché à long terme après impôt qui reflètent les estimations du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs. La valeur terminale est déterminée à partir de l'actualisation à l'infini des flux calculés de la dernière année.

Toute perte de valeur constatée est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable des goodwill relatifs à l'UGT ou groupe d'UGT concerné, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT. Une perte de valeur comptabilisée sur un goodwill n'est jamais reprise.

Les tests de dépréciation sont effectués à chaque clôture annuelle ou dès l'apparition d'un indice de perte de valeur pour les goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée.

Les UGT sont essentiellement déterminées par référence aux activités et marchés dans lesquels opère le Groupe. Le goodwill figurant à l'actif du bilan au 31 décembre 2010 était affecté en totalité au groupe d'UGT « Anodisation par lot ». Ce groupe ayant été cédé le 13 décembre 2011, aucun goodwill ne figure au bilan au 31 décembre 2011.

### **(j) Stocks**

Les stocks sont valorisés à la valeur d'acquisition ou à la valeur nette de réalisation si cette dernière est inférieure. Le coût est déterminé selon la méthode FIFO (« first-in, first-out ») ; il inclut les frais d'acquisition des stocks ainsi que les frais de transports et de conditionnements encourus. La valeur d'acquisition des stocks selon la méthode FIFO se justifie par le fait que le stock comptable se constitue de produits consommables (par exemple les produits chimiques) et de pièces de rechange.

La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans des conditions normales de marché, diminué des frais d'achèvement et des frais nécessaires à la réalisation de la vente.

Le stock des pièces détachées est régulièrement analysé et des moins-values peuvent être enregistrées en fonction de l'ancienneté, du degré de rotation et du caractère stratégique des pièces de rechange.

### **(k) Créances commerciales**

Les créances commerciales sont initialement comptabilisées à leur juste valeur. A chaque clôture comptable, une revue des créances commerciales douteuses est effectuée sur base d'une analyse détaillée de tous les montants dont la date d'échéance a été dépassée de plus de 60 jours. Les créances douteuses sont provisionnées pour la totalité du risque estimé.

### **(l) Provisions**

Des provisions sont constituées lorsque le Groupe a une obligation juridique ou une obligation implicite résultant d'événements survenus dans le passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources générant des avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et lorsque l'ampleur de cette obligation peut être estimée de manière assez fiable.

### **(m) Avantages du personnel**

#### **Provisions pour retraites et engagements assimilés**

##### *Régimes à cotisations définies*

Les cotisations à payer dans le cadre d'un régime à cotisations définies se caractérisent par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser au salarié les montants qui lui sont dus. De ce fait, une fois les cotisations payées, aucun passif ne figure dans les comptes du Groupe.

Ces cotisations sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

##### *Régimes à prestations définies*

Les engagements en matière de pensions, de compléments de retraite et d'indemnités de départ en retraite sont évalués en appliquant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées conformément à la norme IAS 19. Cette méthode présente la valeur actuelle probable des droits acquis, évalués en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de départ et de survie. Les hypothèses propres à chaque régime tiennent compte des contextes économiques et démographiques locaux.

La valeur inscrite au bilan au titre des avantages aux personnels et autres avantages à long terme correspond à la valeur actualisée des obligations futures nette des actifs de couverture.

Lorsque les avantages du régime sont améliorés, la quote-part des avantages complémentaires relatifs aux services passés rendus par les membres du personnel est comptabilisée en charges selon un mode linéaire sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel. Si les droits à prestations sont acquis immédiatement, le coût des avantages est comptabilisé immédiatement dans le compte de résultat.

Le Groupe a opté pour une comptabilisation des écarts actuariels intégralement en capitaux propres.

#### *Plan de stock options*

En décembre 2009, la Société a mis en place un plan de « stock options » au bénéfice des ouvriers éligibles de l'entreprise.

A la clôture du plan, au 22 février 2010, 5 000 stocks options ont été attribuées. Les caractéristiques de ce plan sont décrites en Note 15.2 de l'annexe. La juste valeur des options déterminée conformément à la norme IFRS 2 lors de leur attribution étant non significative, aucune charge n'a été comptabilisée au titre de l'avantage accordé.

#### **(n) Emprunts portant intérêts**

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur coût initial (équivalent à leur juste valeur), diminué des coûts de transaction y afférents. Ensuite, ils sont valorisés à leur « coût amorti », toute différence entre la valeur nominale et la valeur de remboursement est étalée au compte de résultat pendant la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### **(o) Dettes commerciales et autres dettes**

Les dettes commerciales et autres dettes sont initialement comptabilisées au bilan à la juste valeur. Celle-ci correspond généralement au montant de la facture lorsqu'il s'agit de dettes à court terme. Elles sont ensuite comptabilisées au coût amorti.

#### **(p) Impôts**

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont calculés sur les différences temporaires entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs.

Toutefois et en application de la norme IAS 12, il n'est pas constaté d'impôt différé sur les différences temporaires générées par un goodwill dont la dépréciation n'est pas déductible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués selon la méthode du report variable, sur la base des taux en vigueur ou quasi adoptés à la date de clôture. Les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans le résultat ou les capitaux propres au cours de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les actifs d'impôts différés ne sont inscrits et maintenus au bilan que dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. L'appréciation par le Groupe de sa capacité à récupérer ces actifs, repose principalement sur les éléments suivants :

- les prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- l'existence de différences temporaires taxables ;
- l'analyse de la part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir, incluses dans les pertes passées ;
- enfin, l'historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Les impôts sont comptabilisés au compte de résultats sauf s'ils concernent des éléments qui ont directement été comptabilisés dans les capitaux propres ; dans ce cas, les impôts sont également comptabilisés directement dans les capitaux propres.

L'impôt courant est le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'année écoulée ainsi que tout ajustement aux impôts payés ou à payer relatifs aux années antérieures. Il est calculé en utilisant le taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

#### **(q) Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires reprend le montant des ventes aux clients hors TVA et autres taxes sur le chiffre d'affaires.

Les ventes de services sont comptabilisées lorsque le service a été effectué et les risques et bénéfices sont transférés. En cas de risque concernant la réalisation du paiement intégral de ce chiffre d'affaires, la différence est provisionnée, soit par le biais des avoirs à établir, soit par la constitution d'une provision pour créances douteuses.

#### **(r) Subventions**

Les subventions gouvernementales ne sont reconnues que lorsque suffisamment de certitudes existent quant à leur octroi et quant au respect par la société des conditions associées à ces subventions. Les subventions sont prises en résultat de manière systématique, conformément au plan d'amortissement des immobilisations à l'origine de ces subventions.

Les subventions du Groupe ont principalement été obtenues lors de la construction de l'usine à Bernburg en Allemagne. Il s'agit de subventions reçues du Landesförderinstitut Sachsen-Anhalt, dont les fonds proviennent du « Land » Sachsen-Anhalt, de la République allemande et des fonds européen pour le développement régional et du Finanzamt, le ministère des finances allemand.

#### **(s) Information sectorielle**

Les secteurs opérationnels régulièrement examinés par le management exécutif du Groupe étaient au nombre de deux :

- le secteur « anodisation en continu » (Coil S.A., Coil GmbH et United Anodisers SAS)
- le secteur « anodisation par lots » (United Anodisers Limited, United Anodisers Holding Limited, LHT Anodisers Limited, Heywood Metal Finishers Limited et Old LHT Limited.)

Ce dernier secteur a fait l'objet d'une cession en totalité le 13 décembre 2011.

Les données sectorielles du reporting interne et celles présentées dans les notes annexes ci-après suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés. La mesure de la performance de chaque segment est basée sur le résultat opérationnel.

## 2. VARIATION DE PERIMETRE

Le 13 décembre 2011, le Groupe a procédé à la cession de 100 % de la société United Anodisers Holdings Limited qui elle-même détenait les titres des filiales anglaises suivantes :

- Heywood Metal Finishers Limited
- LTH Anodisers Limited
- United Anodisers Limited
- OLD LHT Anodisers Limited

Ces sociétés étaient constitutives du secteur d'activité « Anodisation par lots ».

Le prix de cession s'est élevé à 1.4 M£ payable immédiatement en cash à hauteur de 0.4 M£, le versement du solde du prix étant étalé sur 7 ans.

A la date de cession, les actifs et passifs cédés étaient les suivants (en K€):

Actifs non courants	4 202
Actifs courants hors trésorerie	2 251
Trésorerie	91
Passifs non courants	-688
Passifs courants	-1 887
<b>Total actif net</b>	<b>3 969</b>
Cash net reçu	474
Créance constatée	921
<b>Prix de cession global</b>	<b>1 395</b>

Le paiement du prix de vente des filiales anglaises est en partie différé. La créance de 921 K€ sur l'acquéreur des filiales anglaises correspond à un montant nominal de 1 million de livres sterling, actualisé et converti en euros au taux de clôture.

### 3. INFORMATIONS PAR SEGMENT

Le secteur anodisation par lots a été cédé le 13 décembre 2011.

Par activité K€	Anodisation en continu		Anodisation par lots		Consolidé	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
<b>Compte de résultat</b>						
Chiffre d'affaires	21 892	18 505	7 331	4 828	29 224	23 333
Résultat brut	7 421	5 961	2 809	739	10 230	6 700
Résultat opérationnel	1 948	2 106	-2 195	-367	-247	1 739
Revenus financiers	-	-	-	-	5	5
Frais financiers	-	-	-	-	-653	-570
Résultat Net	-	-	-	-	-950	1 172
<b>Autres informations</b>						
Actifs segmentés (hors interco)	23 661	21 290	-	6 171	23 661	27 642
Dettes (hors interco)	6 502	7 774	-	1 399	6 502	9 173
Investissements	1265	283	110	222	1 375	505
Amortissements	2 041	2 104	80	179	2 121	2 283

La production de Coil GmbH est pour sa plus grande partie faite en sous-traitance pour Coil S.A., au sein du segment Anodisation en Continu. En conséquence, son chiffre d'affaires est presque entièrement éliminé dans les comptes consolidés. Les services de la société française, United Anodisers SAS sont entièrement effectués pour le compte du groupe et la totalité de son chiffre d'affaires est éliminée dans les comptes consolidés.

Une partie du chiffre d'affaires du segment Anodisation en Continu correspond à des ventes incluant métal et traitement de l'aluminium (ventes de « package » ou « projets »). En 2011, le chiffre d'affaires correspondant à cette activité a atteint 2 353 K€ contre 1 292 K€ en 2010.

Les revenus du Groupe provenant de clients externes et les actifs non courants (autres que les instruments financiers et les impôts différés) sont répartis comme suit par zone géographique, la partie Royaume-Uni correspondant pour la plus grande partie au chiffre d'affaires des activités arrêtées:

K€	2011			2010	
	Chiffre d'affaires - activités poursuivies	Chiffre d'affaires	Actifs non courants	Chiffre d'affaires	Actifs non courants
Allemagne	12 149	12 184	8 900	10 829	8 858
Royaume-Uni	235	6 595	-	4 536	2 477
Belgique	2 692	2 692	5 574	2 466	6 342
France	1 838	2 004	37	1 603	43
Italie	2 906	3 232	-	1 960	-
Etats Unis	244	259	-	1 062	-
Asie	1 015	1 064	-	-	-
Autres pays	813	1 194	-	876	-
<b>Total</b>	<b>21 892</b>	<b>29 224</b>	<b>14 511</b>	<b>23 332</b>	<b>17 720</b>

En 2011, le Groupe a réalisé 64% de son chiffre d'affaires avec ses 10 principaux clients et le client le plus important a représenté plus de 25%.

#### 4. RÉSULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel est établi après déduction des coûts de production et des éléments suivants:

K€	2011	2010
Dotations aux amortissements (Note 10)	2 041	2 104
Pertes de change	-560	-33

Les pertes de change enregistrées dans les comptes de l'exercice 2011 proviennent principalement de l'annulation de l'écart de conversion cumulée, en liaison avec la sortie du périmètre de consolidation des sociétés anglaises vendues.

#### 5. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

K€	2011	2010
Total des frais de recherche et développement de l'exercice	98	54

Les frais de recherche et développement concernent le développement et l'amélioration des procédés et produits existants et ne remplissent pas les conditions d'activation définies par IAS 38.

## 6. ANALYSE DES FRAIS DE PERSONNEL

<b>Nombre d'employés et coûts y afférents</b>	<b>2011 (activités poursuivies)</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>Nombre moyen d'employés</b>			
Direction et administration	38	61	59
Production	75	154	161
<b>Total</b>	<b>113</b>	<b>215</b>	<b>220</b>
<b>Frais de personnel</b>	<b>K€</b>	<b>K€</b>	<b>K€</b>
Salaires	4 279	7 000	6 335
Charges sociales et autres charges de personnel	1 879	2 345	1 845
<b>Total</b>	<b>6 158</b>	<b>9 345</b>	<b>8 180</b>

## 7. RÉSULTAT FINANCIER

<b>K€</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Produits financiers	5	5
Charges d'intérêts liées à la dette bancaire	-421	-531
Frais financiers et bancaires	-110	50
<b>Total</b>	<b>-527</b>	<b>-477</b>

## 8. IMPÔTS

### 8.1. Impôts courants

Ventilation de la charge d'impôt au compte de résultat :

<b>K€</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Charge d'impôts courants	55	-
Exercice en cours	-	-
(Reprises)/Compléments de provision des exercices antérieurs	-	28
Impôts différés	-	-
Création et reprise de différences temporaires	-	-27
Impôts différé actif calculé sur perte des exercices antérieurs	-	-
<b>Total d'impôts repris en compte de résultats</b>	<b>55</b>	<b>1</b>

Réconciliation de la charge d'imposition effective:

<b>K€</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>Bénéfice avant impôts</b>	<b>1 422</b>	<b>1 172</b>
<b>Ajustement de la base taxable</b>		
Charges non déductibles fiscalement	290	277
Intérêts notionnels	-300	-338
<b>Total</b>	<b>1 412</b>	<b>1 111</b>
Charge d'impôt sur base du taux applicable en Belgique	480	378
Effet des pertes de l'exercice pour lesquelles aucun impôts différé a été calculé	-	-
Différence de taux d'imposition	-	-
Utilisation de pertes fiscales récupérables	-425	-378
Impôt différé actif calculé sur pertes fiscales antérieures	-	-
Autres ajustements	-	-
<b>Total</b>	<b>55</b>	<b>-</b>

Les taux d'imposition applicables au Groupe dans les pays où il opère sont de 33,99% (Belgique), 26,38% (Allemagne), 28,0% (Royaume Uni) et de 33,33% (France). L'impôt des sociétés est calculé sur base des comptes annuels de la société, établis conformément à la législation en vigueur dans le pays d'immatriculation des différentes sociétés.

Au 31 décembre 2011, la société mère faisait état de pertes fiscales de 17 895 K€ (2010: 17 054 K€) et Coil GmbH de 285 K€ (2010 : 1 103 K€). Les pertes fiscales de la maison mère peuvent, selon la législation belge en vigueur, être reportées et imputées sur les futurs revenus taxables, sans restriction de durée, à condition toutefois que les entreprises concernées ne modifient pas leurs activités ni leur structure juridique. Les pertes fiscales en Allemagne peuvent, sous certaines conditions, être reportées et imputées sur les futurs revenus taxables, sans restriction de durée.

## 8.2 Impôts différés

<b>K€</b>	<b>Actifs</b>		<b>Passifs</b>	
	<b>2011</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Immobilisations corporelles	-	-	-	291
Pertes fiscales reportées	836	836	-	-
Autres éléments	-	-	-	-
<b>Impôts différés bruts</b>	<b>836</b>	<b>836</b>	<b>-</b>	<b>291</b>
Compensation fiscale	-	-	-	-
<b>Impôts différés net</b>	<b>836</b>	<b>836</b>	<b>-</b>	<b>291</b>

Les créances d'impôts calculées sur les pertes fiscales représentent une partie peu significative du montant potentiellement recouvrable et devraient, selon nos prévisions actuelles, être utilisées dans un futur proche.

Le montant des pertes fiscales dont les impôts différés ne sont pas activées à la clôture de l'exercice s'élève à 15 382 K€ (2010 : 14 595 K€).

## 9. RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNEES

Les produits et charges liés à l'activité des filiales cédées ont été présentés en net sur une seule ligne du compte de résultat. Cette ligne inclut également le résultat lié à la cession des filiales en 2011.

L'analyse du résultat des activités abandonnées présenté au 31/12/11 et au 31/12/10 est la suivante :

<b>Exercice clos le 31 décembre (K€)</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>7 331</b>	<b>4 828</b>
Coûts de production	-4 522	-4 089
<b>Résultat brut</b>	<b>2 809</b>	<b>739</b>
Frais des services commerciaux et administratifs	-1 811	-1 105
Frais de recherche & développement	-	-1
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>998</b>	<b>-367</b>
Résultat financier	-122	-88
<b>Résultat des activités cédées avant impôts</b>	<b>876</b>	<b>-456</b>
Impôts	-	17
<b>Résultat net des activités cédées</b>	<b>876</b>	<b>-439</b>
<b>Résultat de cession</b>	<b>-3 193</b>	<b>-</b>
Impôts	-	-
<b>Résultat net des activités cédées</b>	<b>-2 317</b>	<b>-439</b>

## 10. IMMOBILISATIONS

### 10.1. Immobilisations corporelles

K€	Terrains et bâtiments	Installations et Constructions	Mobilier Machines et Outillage	Total
<b>Valeur d'acquisition:</b>				
<b>Au 1er janvier 2011</b>	<b>15 278</b>	<b>62 175</b>	<b>721</b>	<b>78 175</b>
Différence de conversion	-1	-2	0	-3
Additions	419	948	8	1 376
Sortie de périmètre	-1 458	-2 408	-149	-4 015
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>14 238</b>	<b>60 714</b>	<b>581</b>	<b>75 533</b>
<b>Amortissements:</b>				
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>8 286</b>	<b>51 584</b>	<b>695</b>	<b>60 565</b>
Différence de conversion	0	0	0	0
Dotations de l'exercice	456	1 618	11	2 085
Sortie de périmètre	-266	-1 108	-133	-1 507
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>8 477</b>	<b>52 093</b>	<b>573</b>	<b>61 143</b>
VNC 31 décembre 2010	6 992	10 592	26	17 610
<b>VNC 31 décembre 2011</b>	<b>5 762</b>	<b>8 620</b>	<b>8</b>	<b>14 390</b>

Les dotations aux amortissements de l'exercice contiennent un montant de dépréciation « négative » qui correspond à la dépréciation des subventions reçues au moment de la construction d'une ligne de production en Allemagne en 2004. Le montant correspondant enregistré dans les comptes de l'année est de 235 K€ (2010 : idem).

### 10.2. Immobilisations incorporelles

K€	Software	Goodwill	Total
<b>Valeur d'acquisition</b>			
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>1 180</b>	<b>2 249</b>	<b>3 429</b>
Différence de conversion	-	-1	-1
Additions	42		42
Sortie du périmètre	-	-2 248	-2 248
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>1 223</b>	<b>0</b>	<b>1 223</b>
<b>Amortissements</b>			
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>1 070</b>	<b>-</b>	<b>1 070</b>
Amortissements	32	4	36
Sortie du périmètre	-	-4	-4
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>1 102</b>	<b>-</b>	<b>1 102</b>
VNC 31 décembre 2010	110	2 249	2 359
<b>VNC 31 décembre 2011</b>	<b>121</b>	<b>0</b>	<b>121</b>

### 10.3. Immobilisations financières

Le paiement du prix de vente des filiales anglaises est en partie différé. Cette créance sur l'acquéreur des filiales anglaises correspond à un montant nominal de 1 million de livres sterling, actualisé et converti en euros au taux de clôture.

K€	2011	2010
Créance long terme	921	-

### 11. STOCKS

K€	2011	2010
Stock de matières premières	424	512
En-cours	140	35
Stock de produits finis	129	71
Stock de pièces de rechange	1 115	1 064
<b>Valeur brute</b>	<b>1 808</b>	<b>1 683</b>
Provision	-297	-294
<b>Valeur nette</b>	<b>1 511</b>	<b>1 389</b>

Après analyse du stock de pièces détachées, une moins-value de 3 K€ a été enregistrée dans les comptes de l'exercice, portant la provision pour dépréciation du stock à un total de 297 K€.

### 12. CREANCES

K€	2011	2010
Créances clients - valeur brute	3 143	3 596
Créances clients — provision	-	-89
Créances clients - valeur nette	3 143	3 507
Autres créances	405	208
Charges à reporter	51	257
<b>Total</b>	<b>3 599</b>	<b>3 971</b>

Au 31 décembre 2011, aucun effet à recevoir n'avait été escompté par le Groupe (2010: idem).

### 13. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

K€	2011	2010
Trésorerie	2 240	1 247

### 14. PROVISIONS ET CREDITEURS À COURT TERME

#### 14.1 Provisions

K€	2011	2010
Provision pour charge de qualité	431	159
Provision pour pré-retraite	311	303
<b>Total</b>	<b>742</b>	<b>462</b>

#### 14.2 Crédeurs à court terme

K€	2011	2010
Fournisseurs	1 323	1 958
Charges à imputer	1 217	1 191
Dettes fiscales et sociales	1 184	1 255
Autres dettes à payer	0	86
<b>Total</b>	<b>3 724</b>	<b>4 490</b>

Les fournisseurs sont généralement payés à 60 jours et sans paiement d'intérêts. Cependant le fournisseur le plus important de la Société est payé à 60 jours; au-delà de ce délai des intérêts sont payables au taux légal.

### 15. LE FINANCEMENT DU GROUPE

#### 15.1 Structure financière du Groupe

La structure financière du Groupe est constituée des capitaux propres détenus par les actionnaires de la maison-mère, incluant le capital, les réserves et le report à nouveau illustré dans le paragraphe 15.2 ci-dessous, ainsi que des dettes, incluant les emprunts illustrés dans le paragraphe 15.3 ci-dessous, et les liquidités et assimilés liquidités.

### Le coefficient d'utilisation des fonds propres

Suite à la construction de l'usine en Allemagne, l'endettement du Groupe avait atteint en 2005 un niveau très élevé, avec un coefficient d'utilisation des fonds propres proche de 300%. Depuis, le Groupe s'est placé dans une optique de désendettement. En conséquence, le coefficient d'utilisation des fonds propres n'est plus que de 34% au 31 décembre 2011 (62% au 31 décembre 2010).

K€	2011	2010	2009
Dettes bancaires	6 502	9 173	12 666
Liquidités et équivalents de liquidité	-2 240	-1 247	-2 079
<b>Dettes nettes</b>	<b>4 262</b>	<b>7 926</b>	<b>10 587</b>
<b>Capitaux investis (capitaux propres du Groupe)</b>	<b>12 575</b>	<b>12 864</b>	<b>11 511</b>
<b>Rapport entre la dette nette et les capitaux investis</b>	<b>0,34</b>	<b>0,62</b>	<b>0,92</b>

### analyse de l'évolution de la structure de financement

K€	Emprunts	Capital
<b>Au début de l'exercice:</b>	<b>9 173</b>	<b>5 170</b>
<i>Dont</i>		
<i>A moins d'un an</i>	<i>1 897</i>	-
<i>A plus d'un an</i>	<i>7 276</i>	-
<b>Mouvements de l'exercice:</b>		
Ecart de conversion	-	-
Remboursements d'emprunts à long terme	-1 654	-
Mouvement dans les encours de disponibilités de caisse	125	-
Variation de périmètre	-1142	
Nouveaux emprunts à long terme		-
Rachat actions propres (contrat de liquidité)	-	3
Augmentation du capital	-	
<b>A la clôture de l'exercice :</b>	<b>6 502</b>	<b>5 173</b>
<i>Dont</i>		
<i>A moins d'un an</i>	<i>1 097</i>	-
<i>A plus d'un an</i>	<i>5 405</i>	-

## 15.2 Capitaux propres

Le capital souscrit de la société comprend les actions ordinaires, sans notion de valeur nominale, suivantes :

	<b>Nombre d'actions ordinaires</b>	<b>K€</b>
<b>Au 1er janvier et au 31 décembre 2011</b>	<b>1 710 994</b>	<b>5 190</b>
<i>Dont</i>		
<i>Actions au porteur</i>	<i>1 710 993</i>	
<i>Actions nominatives</i>	<i>1</i>	

En application des dispositions de la loi belge et des statuts de la société, chaque action ordinaire confère à son porteur le droit:

- de recevoir les dividendes décidés par le Conseil d'Administration, conjointement à d'autres formes de distributions réalisées au prorata
- de voter lors de l'Assemblée Générale annuelle et lors des Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires de la société.

La société a émis 336 449 parts de fondateur (2010: idem), non transférables. Une part de fondateur n'a pas de valeur économique en termes de dividendes ou d'autres distributions, mais il confère le même droit de vote qu'une action ordinaire.

<b>Nombre d'actions utilisé pour le calcul du résultat de base par action</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Actions ordinaires au 1 <sup>er</sup> janvier	1 710 994	1 710 994
Effet des actions émises	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions	<b>1 710 994</b>	<b>1 710 994</b>

### Prime d'émission

<b>K€</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2 700</b>	<b>2 700</b>

### Achat d'actions propres

La Société a procédé en 2011 à des rachats d'actions propres dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec la société de bourse française Portzamparc, exclusivement pour assurer la liquidité de l'action Coil, cotée sur Euronext Paris (compartiment C). Ces rachats d'actions ont fait l'objet d'un rapport mensuel à l'Autorité des Marchés Financiers en France («AMF»).

Le pair comptable des actions acquises ou cédées pendant l'exercice 2011 s'élève à 3,03€. Les 110 441 actions acquises en 2011 représentent 6.4% du capital souscrit et les 110 762 actions propres cédées en 2011, 6.5 % du capital souscrit. Le prix total des acquisitions d'actions propres en 2011 s'élève à 466 486 € et les cessions en 2011 représentent une contrevaletur totale de 460 749 €. Le nombre total d'actions détenues en propre par la Société au 31 décembre 2011 est de 3 894, représentant 0,2% du capital souscrit. Depuis le démarrage du contrat, la Société a fait l'acquisition d'un total de 329 744 actions propres et à la cession d'un total de 335 152 actions propres.

### Plan d'options proposé aux ouvriers de la Société

En décembre 2009, la Société a mis en place un plan de « stock options » au bénéfice des ouvriers éligibles de l'entreprise.

A la clôture du plan, au 22 février 2010, 5 000 stocks options ont été attribuées. Les caractéristiques de ses options sont les suivantes :

<b>Options</b>	
Date d'autorisation par l'assemblée générale	11/08/2009
Date d'attribution	22/02/2010
Période d'exercice des options	du 01/01/13 au 15/12/14
Date d'expiration de l'exercice des options	15/12/2014
Condition d'exercice des options	Etre salarié du Groupe à la date d'exercice
Nombre de bénéficiaires	10
Nombre d'options émises	23 500
Nombre d'options attribuées	5 000
Nombre d'options exercées depuis leur attribution	0
Nombre d'options annulées	0
Nombre d'options en vigueur au 31/12/2011	5 000
Prix d'exercice en euros	3,57 €

Au 31 décembre 2011, le prix de l'action était de 4,16 €. Dans la mesure où la juste valeur de ce plan est peu significative, aucune écriture n'a été enregistrée dans les comptes consolidés du Groupe.

### 15.3 Détail des emprunts bancaires (avant couverture)

K€	Echéances	Taux d'intérêt	2011	2010
<b>Coil S.A.</b>				
Crédit d'investissement	1998-2018	5,15%	208	239
Crédit d'investissement	2011-2015	5,075%	860	1050
Crédit d'investissement	2011-2015	EURIBOR+2,5%	840	1050
Frais de financement	-	-	-58	-
<b>Coil GmbH</b>				
Crédit d'investissement	2004-2019	4,30%	2 885	3 269
Crédit d'investissement	2004-2018	EURIBOR + 1,85%	1 581	1 807
Autres emprunts	2004-2011	EURIBOR+1,83%	-	169
Autres emprunts	2005-2018	EURIBOR+1,85%	322	368
Frais de financement	-	-	-136	-179
<b>United Anodisers Limited</b>				
Crédit immobilier	2007-2022	LIBOR + 1,75%	-	841
Crédit leasing financier	2010-2014	7%	-	66
Crédits court terme	-	Yorkshire Bank Base Rate + 3,35%	-	543
Frais de financement			-	-50
<b>Total</b>			<b>6 502</b>	<b>9 173</b>

### Échéancier de la dette bancaire (répartition hors couverture):

K€	Au taux fixe		Au taux variable		Total	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
A moins d'un an	615	628	482	2 034	1 097	2 662
Plus d'un an, moins de deux ans	625	629	482	482	1 107	1 111
Plus de deux ans, moins de trois ans a	636	640	482	482	1 118	1 122
Plus de trois ans, moins de quatre ans	647	649	482	482	1 129	1 131
Plus de quatre ans, moins de cinq ans	415	647	272	482	687	1 129
Plus de cinq ans	1 015	1 431	543	816	1 558	2 247
<b>Total</b>	<b>3 953</b>	<b>4 624</b>	<b>2 743</b>	<b>4 778</b>	<b>6 696</b>	<b>9 402</b>
Frais financiers	-	-	-	-	-194	-229
<b>Total</b>	<b>3 953</b>	<b>4 624</b>	<b>2 743</b>	<b>4 778</b>	<b>6 502</b>	<b>9 173</b>

Les échéances des dettes à long terme à taux fixe ne dépassent pas 7 ans (2010: 8 ans). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré pour les emprunts est de 4.9% par an (2010: 4.3% par an). Le Groupe couvre une partie des emprunts via des swaps de taux échangeant un intérêt à taux fixe contre un intérêt à taux variable (voir Note 19).

Au 31 décembre 2010, un covenant en Angleterre se trouvait en défaut. Ce crédit a été cédé avec les filiales anglaises et aucun des crédits du groupe n'est en défaut au 31 décembre 2011.

Montants des crédits en défaut au 31 décembre :

K€	2011	2010
Crédits en défaut - total dû	-	1 383

## 16. DROITS ET ENGAGEMENTS

### 16.1 Engagements

Les paiements de loyers minimaux dans le cadre de leasings opérationnels non résiliables s'établissent comme suit :

K€	2011	2010
A moins d'un an	184	294
Entre deux et cinq ans	391	668
<b>Total</b>	<b>575</b>	<b>979</b>

Ces leasings concernent en général des locations de véhicules de société ou des camions ou équipement industriels, dont certains donnent la possibilité d'exercer une option d'achat à la fin du leasing. Les montants représentent la somme des flux futurs non actualisés.

Au 31 décembre, les paiements futurs de loyers minimaux dans le cadre de leasings financiers non résiliables s'établissent comme suit :

<b>K€</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
A moins d'un an	-	12
Entre deux et cinq ans	-	43
A plus de cinq ans	-	-
<b>Total</b>	-	<b>55</b>

Le groupe s'est engagé à acheter des terrains adjacents à son site de production à Bernburg pour permettre la construction d'une ligne de production supplémentaire. La moitié de ces terrains ont déjà été acquis et enregistrés dans les comptes pour un prix de 141 537 € alors que la deuxième moitié sera acquise en 2012 pour le même montant.

Certains actifs de la société font l'objet d'une inscription hypothécaire de premier rang. Au 31 décembre 2011, ils se chiffraient à 1 302 K€ (2010: 1 399 K€) pour Coil S.A., 5 061 K€ (2010: 5 197 K€) en premier et second rang pour Coil GmbH. Coil S.A. se porte caution de Coil GmbH pour un montant maximum de 13 580 K€. Par ailleurs, le fonds de commerce de la Société Coil S.A. a été nanti à l'occasion de la mise en place des nouveaux emprunts bancaires et le groupe s'est engagé à ne pas hypothéquer davantage les immobilisations du groupe.

## 16.2 Passifs éventuels

Dans l'exercice de ses activités, le Groupe reçoit, de temps à autre, des réclamations concernant les produits traités. Lorsque ce genre de réclamation met clairement en cause sa responsabilité, la politique de la société a toujours été de régler le litige au plus vite et de constituer des provisions raisonnables en contrepartie de ces risques. Dans d'autres cas, la société peut être amenée à participer avec d'autres parties à une procédure juridique au terme de laquelle la responsabilité finale pourra être imputée au fournisseur de métal, au fournisseur de matières premières, voire à la partie responsable de l'usage final ou de l'installation du métal traité par la société. Comme il est d'usage dans ce genre de situation, il se peut en outre que le montant réclamé par une tierce partie excède toute indemnisation raisonnable du préjudice que ladite tierce partie affirme avoir subi. Cela étant, le Groupe ne considère pas qu'une ou plusieurs réclamations en suspens puissent avoir une incidence significativement négative sur ses activités ou sa situation financière.

## 17. PENSIONS

### 17.1 Plan de pensions

Les plans de type « régime à prestations définies » concernent uniquement 4 personnes employées en Belgique.

Provision pour engagement net reconnue au bilan :

<b>K€</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Valeur actualisée des obligations de pension financées	30	30
Juste valeur des actifs du plan	27	27
Valeur actualisée des obligations de pension non-financées	3	3

Les actifs sont détenus par des compagnies d'assurance et sont financés par des contributions de Coil et par les membres du personnel.

L'évaluation actuarielle des actifs du plan et obligations liées à ce plan a été effectuée au 31 décembre 2010 par EBCS N/V. Les hypothèses principales utilisées pour la valorisation actuarielle sont illustrées ci-dessous :

<b>%</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Taux d'actualisation	4,25	6,25
Retour attendu sur actifs du plan	3,25	3,25
Taux d'augmentation de salaire attendu	2	1,5
Inflation	2	2
Taux de rendement attendu des actifs	3,25	3,25

Le taux réel de rendement des actifs du plan n'a pas été substantiellement différent du taux de rendement attendu. Cette évaluation actuarielle n'a pas été renouvelée pendant l'exercice en cours étant donné que le management pense que l'impact d'un changement éventuel ne serait pas significatif.

### **17.2 Provision pour départs en pré-retraite**

En prévision d'éventuels paiements pour départs en pré-retraite, la société a provisionné les montants suivants :

<b>K€</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>
Provision pour départ à la retraite	311	303

## **18. PARTIES LIEES**

Le Groupe a enregistré les charges suivantes pour rémunération et autres avantages des principaux dirigeants durant l'exercice :

<b>Catégorie de partie liée K€</b>	<b>Rémunération incluant indemnités de départ</b>
Administrateurs	203
Administrateur délégué (CEO)	810
Management exécutif	480

Elles représentent les avantages à court terme payés et / ou enregistrés en charges dans les comptes ainsi que les éventuels indemnités de licenciement payés pendant l'exercice. Les dirigeants ne bénéficient d'aucun autre avantage (indemnités de départs en retraites, de fin de contrats de travail ou paiement en actions).

Au 31 décembre, le Groupe a enregistré une charge à payer totale de 122 K€ pour rémunération due aux administrateurs.

Le président du Conseil d'Administration depuis le 10 décembre 2010, James Clarke est aussi le propriétaire de Hallco 1015 Limited. Cette société facture des loyers à United Anodisers Limited (cédée par le groupe le 13 décembre 2011) selon les modalités d'un bail signé le 25 juin 2004. Le montant des loyers a atteint 159 000 £ (environ 185 K€) en 2011.

M. Clarke est aussi, directement ou indirectement, le propriétaire majoritaire de la société United Anodisers (Batch) Limited. Cette société a acquis la totalité des actions de la société United Anodisers Holding Limited. Les détails concernant cette opération ont été décrits dans le rapport de gestion et la Note 2.

Au 31 décembre, le Groupe détient une créance sur la société United Anodisers (Batch) Limited pour un montant nominal de 1 million de livres sterling enregistrée dans les comptes pour un montant actualisé de 921 K€. Selon les conditions du contrat de vente, les montants payés peuvent être augmentés en fonction de certains événements. Une augmentation du prix de vente peut intervenir dans le cas où les sociétés vendues sont revendues par l'acquéreur dans les deux années qui suivent la cession à un prix supérieur au prix d'achat. Une accélération du paiement de la créance peut intervenir si les sociétés vendues génèrent des liquidités qui excèdent le résultat d'une formule prédéfinie.

Au 31 décembre, les seules autres créances et dettes existantes avec parties liées étaient celles avec d'autres entreprises du groupe et ont en conséquence été éliminées dans les états financiers présentés.

## 19. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

### 19.1 Classification comptable et valeur de marché des instruments financiers

La classification des instruments financiers détenus par le Groupe et leur valeur de marché s'analysent comme suit :

K€	2011		2010	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Actifs financiers</b>				
Instruments dérivés évalués en juste valeur et qualifiés d'instruments de couverture	-	-	-	-
Prêts et créances au coût amorti	3 599	3 599	3 971	3 971
Trésorerie et équivalents de trésorerie en juste valeur	2 240	2 240	1 247	1 247
<b>Passifs financiers</b>				
Instruments dérivés évalués en juste valeur et qualifiés d'instruments de couverture	117	117	163	163
Emprunts et dettes au coût amorti	10 968	10 993	14 125	14 145

Sauf exceptions détaillées dans le tableau ci-dessous, les administrateurs considèrent que la valeur comptable des actifs et des passifs financiers valorisés à leur coût amorti dans les états financiers est proche de leur juste valeur :

K€	2011		2010	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Emprunts bancaires à taux d'intérêt fixe	3 953	3 971	4 624	4 644

Les valeurs mobilières de placement qualifiées d'équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice sont comptabilisées en juste valeur par résultat, leur juste valeur étant basée sur leur valeur de marché (cours coté).

Les emprunts et dettes financières sont comptabilisés au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Pour les emprunts bancaires du Groupe contractés à taux variables basés sur l'Euribor 3 mois, leur juste valeur à la clôture est assimilée à leur valeur au bilan.

La juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement de ces créances. Il en est de même pour les autres créances et les autres dettes courantes.

La juste valeur des swaps correspond à la valorisation de ces instruments effectuée par leur banque émettrice.

Le Groupe a distingué trois catégories d'instruments financiers selon les conséquences qu'ont leurs caractéristiques sur leur mode de valorisation et s'appuie sur cette classification pour exposer certaines des informations demandées par la norme IFRS 7 :

- catégorie de niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- catégorie de niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres inobservables ; un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur les marchés, sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à la même date.

A la clôture, le Groupe détient les actifs et passifs financiers suivants évalués en juste valeur :

K€	Ventilation par catégorie			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 240	-	-	2 240
<b>Passifs</b>				
Instruments dérivés	-	117	-	117

## **19.2 Objectifs de la gestion du risque financier**

Ces risques comprennent le risque de marché (notamment le risque de change, les risques sur taux d'intérêt liés à la juste valeur et le risque de prix), le risque de crédit, le risque de liquidité et les risques sur taux d'intérêt liés aux liquidités.

Le Groupe s'efforce de minimiser les effets de ces risques en utilisant de temps en temps des instruments financiers dérivés pour couvrir cette exposition. L'utilisation de dérivés financiers est décidée au cas par cas. Le Groupe n'engage, ni ne négocie d'instruments financiers, y compris des instruments financiers dérivés, à des fins spéculatives.

## **19.3 Risque de crédit**

Le risque de crédit auquel le Groupe est exposé provient essentiellement des créances et engagements commerciaux vis-à-vis des clients du Groupe, ainsi que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en dépôt auprès des établissements bancaires et des instruments financiers et produits de gré à gré contractés avec des institutions financières.

Le Groupe a adopté une politique qui n'autorise à commercer qu'avec des contreparties solvables et à obtenir des garanties suffisantes, le cas échéant, afin d'atténuer le risque de défaillances.

Les clients se répartissent entre différents secteurs industriels et différentes zones géographiques. L'évaluation continue du crédit se fait en fonction de la santé financière des clients et, le cas échéant, une couverture par une assurance-crédit est mise en place. Le Groupe utilise les informations financières à la disposition du public et ses propres antécédents de négociation pour coter ses principaux clients.

Le risque de crédit sur les avoirs liquides et instruments financiers dérivés est limité parce que les contreparties sont des banques dont la cote de crédit attribuée par des agences de notation internationales est élevée.

## **19.4 Risques de marché**

Les activités du Groupe l'exposent en tout premier lieu au risque de variation des taux de change des devises étrangères et des taux d'intérêt. Le Groupe engage certains instruments financiers dérivés pour gérer son exposition au risque de variation des taux d'intérêt et des taux de change des devises étrangères, notamment :

- des contrats de change à terme pour couvrir le risque de variation des taux de change provenant de l'exportation. Aucun contrat n'a été en contracté pendant l'exercice 2011 ;
- des swaps de taux d'intérêt pour atténuer le risque de hausse des taux d'intérêt.

### **19.4.1 Gestion du risque de variation des taux de change des devises étrangères**

Le Groupe effectue certaines transactions libellées en monnaies étrangères. Le chiffre d'affaires réalisé en USD pendant l'année 2011 a atteint 338 K\$. L'exposition au risque de variation des taux de change est minimale du fait que les revenus et charges libellés en monnaie étrangère sont en général engagés simultanément et majoritairement sur les mêmes durées. Quand cela n'est pas le cas, le Groupe peut décider d'utiliser des contrats de change à terme.

## Analyse de sensibilité aux devises étrangères

La valeur comptable des devises étrangères du Groupe dénommées actifs monétaires et passifs monétaires à la date du bilan est la suivante :

K€	2011		2010	
	GPB	USD	GPB	USD
Actifs courants	0	91	0	80
Passifs courants	0	18	9	10
Position bilancielle nette avant gestion	0	73	9	70
Couvertures en cours à la date de clôture	-	-	-	-
Position bilancielle nette après gestion	0	73	9	10
Cours des devises contre euro	0,838	1,295	0,846	1,32
Impact d'une variation du cours de plus ou moins 10 %	non significatif	non significatif	non significatif	non significatif

### 19.4.2 Gestion du risque de liquidité et variation des taux d'intérêts

Le risque de liquidité est le risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face aux engagements à leur échéance. Il concerne, d'une part, le risque que des actifs ne puissent être vendus rapidement dans des conditions satisfaisantes en cas de besoin et, d'autre part, le risque d'exigibilité anticipée des passifs ou de non-accès au crédit à des conditions satisfaisantes.

Concernant les actifs financiers, le Groupe dispose essentiellement de disponibilités à l'exception des actifs financiers dédiés au financement de ses engagements au titre des pensions, et des créances envers ses clients (cf. risque de crédit). Le Groupe ne dispose donc pas de titres financiers significatifs susceptibles de présenter un risque de liquidité.

Dans la mesure du possible, le Groupe gère le risque de liquidité en se ménageant des réserves adéquates, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant les prévisions et les flux de trésorerie réels et en ajustant les dates d'échéance des actifs et passifs financiers.

#### Tableaux des risques de liquidité et de variation des taux d'intérêt

Les taux d'intérêts et les échéances de remboursement des emprunts sont détaillés dans la Note 15.

#### Gestion des risques sur taux d'intérêts

Le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt presque exclusivement du fait de son endettement à long terme. Le risque est géré par le Groupe en maintenant un équilibre entre les emprunts à taux fixe et à taux variable, en ayant recours à des contrats de swap de taux d'intérêt et des accords de taux futur. Les activités de couverture sont régulièrement évaluées en matière de taux d'intérêt et de prise de risques, en vue d'optimiser les stratégies de couverture.

### Analyse de sensibilité aux mouvements des taux d'intérêt

L'analyse de sensibilité a été effectuée en fonction de l'exposition aux taux d'intérêt pour les instruments dérivés et non dérivés à la date du bilan. Pour les dettes à taux variable, l'analyse porte sur la moyenne des encours du début et à la fin de l'année. Une augmentation ou une diminution de 1% est utilisée pour indiquer le risque de taux d'intérêt en interne aux membres de la direction.

Si les taux d'intérêt avaient varié de 1%, toutes choses demeurant égales par ailleurs, le bénéfice du Groupe au 31 décembre 2011 aurait diminué ou augmenté de 34 K€ (2010: 59 K€). Ce montant est calculé par rapport à l'exposition du Groupe aux taux d'intérêt sur ses emprunts à taux variable.

### Contrats de swap de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2011 et 2010, Coil S.A. et Coil GmbH étaient couvertes contre les fluctuations des taux d'intérêt variables par les contrats de swap de taux d'intérêt suivants:

<b>Débiteur</b>	<b>Montant (K€)</b>	<b>Echéance</b>	<b>Contrepartie</b>	<b>Dû par le Groupe</b>	<b>Dû au Groupe</b>	<b>Valeur réelle au 31 décembre 2011 (K€)</b>	<b>Valeur réelle au 31 décembre 2010 (K€)</b>	<b>Impact sur le résultat global total 2011 (K€)</b>
Coil GmbH	1 498	30/12/2013	Commerzbank	6,67 %	EURIBOR 3 mois + 1,85 %	-117	-159	42
Coil GmbH	-	30/06/2011	Commerzbank	6,72 %	EURIBOR 3 mois + 1,83 %	0	-2	2
Coil S.A.	-	26/01/2011	ING	3,07 %	EURIBOR 3 mois	0	-1	1
<b>Total</b>	<b>1 498</b>					<b>-117</b>	<b>-162</b>	<b>45</b>

Les swaps de taux d'intérêt entre la Société et ses contreparties font l'objet d'un règlement net une fois par trimestre. Le taux flottant sur les swaps des taux d'intérêt est le taux interbancaire en Euros (EURIBOR). Le Groupe règle la différence entre le taux d'intérêt fixe et le taux d'intérêt flottant sur une base nette.

Tous les contrats de swap de taux d'intérêt échangeant des montants d'intérêt à taux variable contre des montants d'intérêt à taux fixe, constituent des couvertures de flux de trésorerie dont le but est de réduire l'exposition du Groupe au risque de liquidité résultant du taux d'intérêt variables des emprunts. Les swaps de taux d'intérêt sont parfaitement adossés aux emprunts couverts et sont donc totalement efficaces.

Les tableaux ci-dessous détaillent les échéances contractuelles du Groupe concernant ses passifs financiers. Les tableaux ont été élaborés en fonction des flux de trésorerie non actualisés des emprunts bancaires sur la base de la première date à laquelle le paiement peut être exigé du Groupe. Le tableau inclut les flux de trésorerie se rapportant aux sommes principales, aux intérêts contractuels et aux instruments dérivés.

K€	Flux de trésorerie dans la période:			
	Un an maximum	De deux à cinq ans	Après cinq ans	Total
<b>2011</b>				
Instruments à taux d'intérêt variable	560	1 880	559	2 999
Instruments à taux d'intérêt fixe	779	2 696	1 072	4 547
Instruments dérivés (swaps)	56	37	-	93
<b>Total</b>	<b>1 395</b>	<b>4 613</b>	<b>1 631</b>	<b>7 639</b>
<b>2010</b>				
Instruments à taux d'intérêt variable	1 474	2 583	1 398	5 455
Instruments à taux d'intérêt fixe	797	3 007	1 541	5 345
Instruments dérivés (swaps)	70	160	-	230
<b>Total</b>	<b>2 341</b>	<b>5 750</b>	<b>2 939</b>	<b>11 030</b>

## 20. FILIALES DE COIL S.A.

Le tableau ci-dessous reprend la liste des sociétés dans lesquelles la Société détient des actions directement ou indirectement.

Nom de la société	Pays de constitution	% du capital détenu (directement ou indirectement)
Coil GmbH	Allemagne	100%
United Anodisers SAS	France	100%

Les entités juridiques anglaises ont été cédées le 13 décembre 2011. Le groupe a également décidé de fermer l'entité juridique française et les travaux pour ce faire ont été entamés début 2012.

## 21. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

### *Nouveaux investissements en Allemagne et acceptation d'un prêt bancaire*

En 2011, le Groupe a annoncé qu'il avait l'intention d'investir dans son site de production à Bernburg en Allemagne. Les investissements proposés sont conçus pour répondre aux difficultés à répondre à la demande actuelle et également accroître la capacité de production pour accélérer le développement sur les marchés émergents hors d'Europe.

L'objet est de construire une nouvelle ligne d'anodisation en continu d'une capacité de 15.000 tonnes et dédiée à la production de tôles épaisses pour les marchés du bâtiment, une ligne de coupe à longueur permettant de transformer les bobines d'aluminium en tôles, ainsi qu'un nouvel entrepôt logistique.

Ces investissements, dont le total devrait atteindre une somme d'environ 22 M€, vont bénéficier des subventions d'investissement de la région de Saxe Anhalt à hauteur de 38% du montant total de l'investissement, ainsi que des prêts bonifiés et des garanties de prêts à long terme. Les modalités de ce financement sont actuellement relativement fixées. Un accord a été conclu avec la Commerzbank pour financer un montant de 7 950 K€ sous forme d'un crédit long terme sur 10 ans, un crédit d'investissement de 1 100 K€ sur 4 ans et demi et un crédit relais de 3 500 K€ pour couvrir les besoins en fonds de roulement en attendant le versement de la totalité des subventions.

## **22. INFORMATIONS RELATIVES A L'ARTICLE 134 DU CODE DES SOCIETES SUR LES EMOLUMENTS RECUS PAR NOTRE SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES**

Nous vous informons des émoluments reçus par notre société de commissariat aux comptes au titre de l'exercice 2011.

Commissariat aux comptes	51 K€
Autres missions d'attestation	3 K€
Autres missions	24 K€

# **COMPTES STATUTAIRES 2011**

Comptes annuels statutaires audités de la société  
Coil (ex United Anodisers) S.A.

pour l'exercice clos le 31 décembre 2011  
préparés conformément aux normes belges

## COIL NV/SA - RAPPORT DE GESTION 2011

Chers Actionnaires,

Conformément à l'article 96 du Code des sociétés (C. soc.), nous avons l'honneur de vous présenter le rapport de gestion statutaire relatif à l'exercice social clôturé au 31 décembre 2011 de votre société et de soumettre à votre approbation les comptes annuels arrêtés à cette date.

### 1 EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RÉSULTATS ET DE LA SITUATION DE LA SOCIÉTÉ - DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS ELLE EST CONFRONTÉE (ART. 96, § 1, 1<sup>o</sup> C. SOC.)

#### 1.1 Rapport d'activités - Evolution de la structure juridique de la société au cours de l'exercice écoulé

Avec une croissance molle en Europe dans un contexte de fortes incertitudes économiques et de menace renouvelée des marchés financiers mondiaux engendrée par la crise de la zone Euro, 2011 aurait pu être une année difficile pour le Groupe.

L'anodisation en continu a cependant connu une demande soutenue jusqu'à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre, période pendant laquelle l'entreprise a été négativement affectée par un déstockage provoqué par la chute du prix LME de l'aluminium. Les ventes ont diminué de manière significative en octobre et novembre pour retrouver des niveaux plus normaux en fin d'année. Cette période de déstockage a donc été beaucoup plus courte que les précédentes.

#### 1.2 Résultat de l'exercice

##### 1.2.1 Examen des comptes annuels et du résultat de l'exercice

A.

La société a enregistré pour l'année un chiffre d'affaires de 21 938 K€, en hausse de 3 236 K€ ou 17.3%.

Le résultat opérationnel a atteint 1 503 K€ contre 1 166 K€ en 2010, ce qui présente une augmentation de 337 K€.

Au cours de l'année, le Conseil d'Administration a décidé:

1. d'investir pour un montant de 22,0 millions d'euros dans une nouvelle ligne d'anodisation en continu d'une capacité de 15.000 tonnes et dans un centre de service pour l'aluminium au sein de l'usine existante de Bernburg en Allemagne, appartenant à la société filiale, Coil GmbH. Cet investissement sera éligible à des subventions à hauteur de 38% du montant de l'investissement. Cette nouvelle unité devrait entrer en production en septembre 2013.

2. que les perspectives prometteuses de croissance de l'anodisation en continu hors d'Europe nécessitaient une attention maximale de la part du management et un plus grand engagement en ressources financières. Dans cette perspective, il a été décidé de vendre la Business Unit d'anodisation par lots. La cession a été conclue en décembre 2011.

La vente des filiales anglaises a été réalisée le 13 décembre 2011. Cette vente a engendré une perte de 2,4 M€ dans les comptes de la Société. La majeure partie de la perte est expliquée par le fait que les dettes inter-sociétés du secteur vis-à-vis de la maison-mère ont été capitalisées juste avant la vente, augmentant la valeur du secteur vendu. Le prix de vente a été fixé par le Conseil d'administration sur une base « debt-free » à un montant de 2.5 M€. Le prix a ensuite été diminué à 1.4 M€, principalement du fait de la prise en charge par l'acquéreur du

remboursement de la dette à hauteur de 1 M£. Une partie du prix de vente, 1 M£, est payable sur une période de 7 ans.

Les charges financières sont en hausse du fait de la mise en place d'un nouvel emprunt. Elles atteignaient 480 K€ pour l'année 2011, comparé à 461 K€ en 2010.

Au total, l'année finit avec une perte de 1 077 K€ comparé à un gain de 1 146 K€ en 2010.

B.

Au niveau du bilan, les encours sont fortement impactés par la vente des filiales anglaises. Les immobilisations financières ont ainsi diminué de 1 576 K€ et les autres créances ont diminué de 1 517 K€. Une créance de 920 K€, représentant la créance en valeur actualisée de 1 M£ vis-à-vis de l'acquéreur, a été enregistré à l'actif du bilan.

L'endettement bancaire a diminué et représentait 1 908 K€ comparé à 2 339 K€ fin 2010. Les capitaux propres ont également baissé de 12 258 K€ à 11 181 K€. A la fin, le ratio d'endettement (dette financière/capitaux propres) s'est légèrement amélioré pour atteindre 17% comparé à 19% au 31 décembre 2010.

### 1.2.2 Affectation du résultat de l'exercice

Nous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice à l'exercice suivant. Nous vous demandons d'approuver les comptes annuels dans les formes qui vous ont été présentées.

## 1.3 Principaux risques et incertitudes

Le Groupe est évidemment sujet à des risques industriels normaux, qui affectent toute entreprise, comme la concurrence, le risque de substitution de produit, le risque de liquidité, la capacité à lever des fonds nouveaux, la responsabilité du fait des produits, la qualité et la continuité du management, l'efficacité de la stratégie, la solvabilité des clients et tous les autres risques assurables usuels.

Les activités du Groupe utilisent des produits chimiques et des quantités d'eau importantes. Ceci exige une gestion saine de l'environnement et des investissements afin de rester en conformité avec les lois environnementales. Le procédé de production de la société est électrochimique ; il exige une consommation significative d'énergie et, en conséquence, rend l'entreprise vulnérable à des évolutions à la hausse des coûts énergétiques qui pourraient être difficiles à répercuter intégralement dans les prix de vente.

La sous-traitance représente la majeure partie de l'activité du Groupe. Pour la plus grande partie de ces ventes, le Groupe n'achète ni ne vend le métal qu'il traite. De plus en plus, la politique du Groupe est de prendre des mesures pour augmenter la demande d'aluminium anodisé dans le marché en travaillant auprès des acteurs de spécification. Mais, en tant que sous-traitant, le Groupe est très dépendant des moyens mis en œuvre par ses clients pour vendre l'aluminium anodisé.

La demande peut périodiquement être influencée par le déstockage ou le réapprovisionnement des distributeurs en métal en réaction aux mouvements marqués dans le prix de l'aluminium. Etant donné le rapport élevé des coûts fixes inhérents à l'activité de la société, des fluctuations importantes dans le chiffre d'affaires peuvent avoir un effet significativement négatif ou positif sur le cash flow et la rentabilité. Suite à la chute brutale des prix de l'aluminium lors du quatrième trimestre 2008, le Groupe est toujours impacté par un déstockage important dans le marché de l'aluminium.

En ce qui concerne l'activité « Projets », le Groupe devra maintenant fournir le métal sur lequel il applique le traitement de surface, ce qui implique, pour une partie de son activité, l'achat et la vente de métal. Selon la

politique du Groupe, dès qu'une commande est reçue d'un client, le métal est immédiatement acheté au laminoir à des prix prédéterminés selon les prix à terme LME applicables en fonction du calendrier de livraison du projet. Les risques de change sont ainsi couverts. Occasionnellement, le Groupe peut, pour des raisons opérationnelles, maintenir des stocks très limités de métal, dont la valeur fera objet de fluctuations en fonction des variations du prix LME pour l'aluminium.

La demande d'aluminium laminé en Europe peut ponctuellement être très élevée et excéder la capacité disponible. Or, le Groupe peut uniquement traiter le métal de la plus haute qualité, un type de métal qui ne provient généralement que des laminoirs européens. Le manque ponctuel de capacité peut ainsi générer un manque de métal sur le marché et donc de longs délais de livraison. La quantité de métal disponible pour un traitement par le Groupe est, en conséquence, parfois ponctuellement limitée, ce qui impacte négativement son chiffre d'affaires. A la connaissance de la Société, il n'y a pas d'autres circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement du Groupe.

**2** **ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE (ART. 96, § 1, 2°, C. SOC.)**

Néant.

**3** **CIRCONSTANCES SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INFLUENCE NOTABLE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ (ART. 96, § 1, 3°, C. SOC.)**

*Cfr. 1.3 Principaux risques et incertitudes.*

*Perspectives*

Comme mentionné ci-dessus, l'activité d'anodisation en continu s'est redressée en fin d'année 2011 et sa performance sur le 1er trimestre 2012 a été bonne.

La majeure partie de l'activité de la Société continue d'être opérée en sous-traitance, et les ventes sont principalement tirées par le marché de la distribution en Europe. La demande en Europe du Sud, en particulier en Italie, bénéficie de la disparition d'Italfinish, le plus grand concurrent de la Société en Europe.

Les ventes hors Europe continuent leur progression. Les ventes sous-traitées ont été favorablement influencées par des nouveaux contrats en Chine, notamment pour l'anodisation des bâtiments emblématiques du Dalian International Conference Centre ou de la Bourse de Shenzhen.

Les ventes de packages (aluminium et anodisation) poursuivent leur croissance, et cette activité deviendra plus importante dans les années à venir. La construction de la ligne 6 et d'un centre de service aluminium en Allemagne positionne solidement la Société pour répondre favorablement à ces nouveaux marchés en croissance, en réduisant les coûts logistiques et la dépendance auprès de contractants extérieurs.

La Société maintient ainsi le cap sur le développement de nouveaux marchés en améliorant notamment son réseau de vente international avec l'ajout de nouveaux agents en Indonésie, au Vietnam, au Brésil et en Inde.

Les récentes données économiques suggèrent que l'économie mondiale a peut-être évité un crash alimenté par la crise de l'euro et que la croissance américaine, bien qu'encore modeste, va dans la bonne direction. La Société demeure optimiste et envisage une nouvelle amélioration de sa performance dans l'anodisation en continu.

Le financement de la dette de la ligne 6 a été mis en place en décembre 2011 et l'ingénierie de détail de la ligne et du bâtiment sont actuellement en cours.

#### **4 ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (ART. 96, § 1, 4°, C. SOC.)**

La société a effectué certaines activités de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé, principalement pour développer des traitements sur du métal très fin.

#### **5 EXISTENCE DE SUCCURSALES (ART. 96, § 1, 5°, C. SOC.)**

La société n'a pas ouvert de succursales.

#### **6 CONFLITS D'INTÉRÊTS (ART. 96, § 1, 7°, C. SOC. JUNCTO ART. 523, §1, AL. 2, C. SOC.)**

La vente de la filiale anglaise United Anodisers Holdings Limited à United Anodisers Batch Limited, une société dont le siège est établi à 71/73 Hoghton Street, Southport PR9 0PR, United Kingdom, inscrite sous le numéro 07787995 (**United Anodisers Batch Ltd**) a donné lieu à l'application de l'article 523 du Code des sociétés au cours de l'exercice écoulé. Conformément au prescrit légal, nous reproduisons ci-dessous l'intégralité de la délibération du conseil d'administration y relative : (**extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 7 décembre 2011**)

### **I EXPOSÉ DES ADMINISTRATEURS**

#### **DIRECTORS' STATEMENT**

Etant à la fois administrateur de la Société et actionnaire majoritaire (indirecte) de United Anodisers Batch Ltd, Monsieur James CLARKE estime avoir un conflit d'intérêts patrimonial au sens de l'article 523 du Code des sociétés avec la décision à prendre par le conseil d'administration sur le point 1 à l'ordre du jour.

Conformément à l'article 523 du Code des sociétés, Monsieur James CLARKE informera sans délai le commissaire de la Société de l'existence de ce conflit.

Conformément à l'article 523, § 1<sup>er</sup>, al. 4, du Code des sociétés, Monsieur James CLARKE quitte la séance avant toute délibération entre les autres administrateurs.

### **II DÉLIBÉRATIONS**

#### **DISCUSSIONS**

[...]

Monsieur Andrew REICHER interroge le conseil d'administration sur l'existence d'autres acquéreurs potentiels ou d'offres concurrentes.

Monsieur Timothy HUTTON indique que concomitamment à la négociation avec United Anodisers Batch Ltd, la Société était entrée depuis plusieurs mois dans des négociations avancées avec la société KADISH en vue de lui céder sa participation actionnariale dans United Anodisers Ltd. L'offre non liante émise par United Anodisers Batch Ltd a été soumise à la société KADISH pour information. Cette dernière a confirmé ne pas désirer surenchérir par le biais d'une contre-offre. En conséquence, il n'existe à ce jour aucune offre concurrente.

Monsieur Timothy HUTTON ajoute qu'en vendant sa participation actionnariale dans United Anodisers Ltd à United Anodisers Batch Ltd, la Société est en mesure de continuer de distribuer ses produits en dehors du Royaume-Uni, ce qui est bien entendu de première importance pour le développement future de l'activité de la Société et du groupe dans son ensemble.

De plus, le conseil note que :

- La conclusion de la Convention permet à la Société de financer le Projet à moindre prix.

Dans le cadre du financement du Projet, la Société a présenté à la banque Commerzbank un dossier de crédit basé sur trois lignes directrices, à savoir (i) une baisse de l'endettement de la Société et du groupe, (ii) la création de liquidités par la cession d'actifs et (iii) le recentrage de la stratégie industrielle de la Société vers son activité de base. La cession de la participation actionnariale de la Société dans United Anodiser Ltd a permis à la Société de rencontrer ces trois objectifs concomitamment et, en conséquence, assoir la crédibilité de son dossier de crédit. La banque Commerzbank a, sur cette base, donné hier, le 6 décembre 2011, son approbation formelle au dossier de crédit lié au financement du Projet.

- La Convention est conclue aux conditions normales actuelles du marché.

Le conseil d'administration estime que la conclusion de la Convention aura comme conséquence patrimoniale pour la Société une cession d'actifs (les actions de United Anodisers Ltd) en contrepartie d'une rentrée financière immédiate concomitante d'un montant de 1.500.000 £ et d'une rentrée financière échelonnée sur une période de 7 ans d'un montant de 1.000.000 £ (majoré des intérêts).

- La conclusion de la Convention permet à la Société de se défaire d'un risque environnemental significatif de longue durée. Le conseil d'administration a en effet négocié avec United Anodisers Batch Ltd que la Convention ne stipule aucune garantie quant à une éventuelle responsabilité environnementale de United Anodisers Ltd.

Le conseil d'administration considère dès lors qu'il est dans l'intérêt de la Société de procéder sans délai à la Cession par la signature de la Convention selon les modalités décrites ci-avant.

[...]

#### **7 ACQUISITION DE PARTS PROPRES (ART. 96, § 1, 7° C. SOC. JUNCTO ART. 620, AL. 1 C. SOC.)**

Il n'y a pas eu, au cours de l'exercice écoulé, d'acquisition de parts propres autres que conformément au contrat de liquidité passé avec PORTZAMPARC.

#### **8 UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS (ART. 96, § 1, 8°, C. SOC.)**

La société avait un contrat de swap de taux d'intérêt qui a pris fin en 2011.

#### **9 APPLICATION DES RÈGLES D'ÉVALUATION (ART. 28 À 31, A.R. DU 30 JANVIER 2001 PORTANT EXÉCUTION DU CODE DES SOCIÉTÉS)**

Le conseil renvoie aux règles d'évaluation telles que décrites dans les comptes annuels de la société.

#### **10 DÉCHARGE**

Le conseil est d'avis qu'il a rempli ses fonctions de manière convenable et demande à l'assemblée générale de lui octroyer la décharge pour les opérations effectuées dans le cadre de son mandat au cours de l'exercice social écoulé.

## COIL SA / NV – BILAN PAGE 1

N°	0448204633	C 2.1
----	------------	-------

### BILAN APRES REPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>ACTIF</b>				
<b>ACTIFS IMMOBILISES</b> .....		20/28	9.072.574	11.416.801
Frais d'établissement.....	5.1	20		
<b>Immobilisations incorporelles</b> .....	5.2	21	86.611	71.332
<b>Immobilisations corporelles</b> .....	5.3	22/27	5.486.861	6.270.496
Terrains et constructions.....		22	1.301.784	1.399.438
Installations, machines et outillage.....		23	4.180.383	4.863.439
Mobilier et matériel roulant.....		24	4.694	7.619
Location-financement et droits similaires .....		25		
Autres immobilisations corporelles .....		26		
Immobilisations en cours et acomptes versés .....		27		
<b>Immobilisations financières</b> .....	5.4/ 5.5.1	28	3.499.102	5.074.973
Entreprises liées .....	5.14	280/1	3.472.000	5.049.191
Participations .....		280	3.472.000	3.537.664
Créances .....		281		1.511.527
Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation .....	5.14	282/3		
Participations .....		282		
Créances .....		283		
Autres immobilisations financières .....		284/8	27.102	25.782
Actions et parts .....		284		
Créances et cautionnements en numéraire .....		285/8	27.102	25.782
<b>ACTIFS CIRCULANTS</b> .....		29/58	7.566.537	6.652.044
<b>Créances à plus d'un an</b> .....		29	920.524	
Créances commerciales .....		290		
Autres créances .....		291	920.524	
<b>Stocks et commandes en cours d'exécution</b> .....		3	1.226.158	1.017.869
Stocks .....		30/36	1.226.158	1.017.869
Approvisionnements .....		30/31	1.099.265	1.017.869
En-cours de fabrication .....		32	126.893	
Produits finis .....		33		
Marchandises .....		34		
Immeubles destinés à la vente .....		35		
Acomptes versés .....		36		
Commandes en cours d'exécution .....		37		
<b>Créances à un an au plus</b> .....		40/41	3.719.879	4.445.052
Créances commerciales .....		40	3.129.065	2.337.035
Autres créances .....		41	590.814	2.108.017
<b>Placements de trésorerie</b> .....	5.5.1/ 5.6	50/53	400.635	532.135
Actions propres .....		50	16.199	19.986
Autres placements .....		51/53	384.436	512.149
<b>Valeurs disponibles</b> .....		54/58	1.248.291	590.467
<b>Comptes de régularisation</b> .....	5.6	490/1	51.050	66.521
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b> .....		20/58	16.639.111	18.068.845

## COIL SA / NV – BILAN PAGE 2

N°		0448204633		C 2.2	
PASSIF		Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			10/15	11.181.248	12.258.494
<b>Capital</b>		5.7	10	5.257.614	5.257.614
	Capital souscrit		100	5.257.614	5.257.614
	Capital non appelé		101		
<b>Primes d'émission</b>			11	2.806.324	2.806.324
<b>Plus-values de réévaluation</b>			12		
<b>Réserves</b>			13	487.098	487.098
	Réserve légale		130	387.098	387.098
	Réserves indisponibles		131	100.000	100.000
	Pour actions propres		1310	100.000	100.000
	Autres		1311		
	Réserves immunisées		132		
	Réserves disponibles		133		
<b>Bénéfice (Perte) reporté(e)</b> .....(+)/(-)			14	2.630.212	3.707.458
<b>Subsides en capital</b>			15		
<b>Avance aux associés sur répartition de l'actif net</b>			19		
<b>PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES</b>			16	126.096	117.829
<b>Provisions pour risques et charges</b>			160/5	126.096	117.829
	Pensions et obligations similaires		160	126.096	117.829
	Charges fiscales		161		
	Grosses réparations et gros entretien		162		
	Autres risques et charges	5.8	163/5		
<b>Impôts différés</b>			168		
<b>DETTES</b>			17/49	5.331.767	5.692.522
<b>Dettes à plus d'un an</b>		5.9	17	1.468.200	1.908.398
	Dettes financières		170/4	1.468.200	1.908.398
	Emprunts subordonnés		170		
	Emprunts obligataires non subordonnés		171		
	Dettes de location-financement et assimilées		172		
	Etablissements de crédit		173	1.468.200	1.908.398
	Autres emprunts		174		
	Dettes commerciales		175		
	Fournisseurs		1750		
	Effets à payer		1751		
	Acomptes reçus sur commandes		176		
	Autres dettes		178/9		
<b>Dettes à un an au plus</b>			42/48	3.863.567	3.772.295
	Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	5.9	42	440.198	430.569
	Dettes financières		43		
	Etablissements de crédit		430/8		
	Autres emprunts		439		
	Dettes commerciales		44	2.414.283	2.367.723
	Fournisseurs		440/4	2.414.283	2.367.723
	Effets à payer		441		
	Acomptes reçus sur commandes		46		
	Dettes fiscales, salariales et sociales	5.9	45	986.626	941.313
	Impôts		450/3	112.672	103.898
	Rémunérations et charges sociales		454/9	873.954	837.415
	Autres dettes		47/48	22.460	32.690
<b>Comptes de régularisation</b>		5.9	492/3		11.829
<b>TOTAL DU PASSIF</b>			10/49	16.639.111	18.068.845

## COIL SA / NV – COMPTE DE RESULTATS PAGE 1

N°	0448204633	C 3
----	------------	-----

### COMPTE DE RESULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>Ventes et prestations</b> .....		70/74	22.335.117	19.201.629
Chiffre d'affaires .....	5.10	70	21.937.995	18.701.989
En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction) .....		71		
Production immobilisée .....		72		23.211
Autres produits d'exploitation .....	5.10	74	397.122	476.429
<b>Coût des ventes et des prestations</b> .....		60/64	20.831.952	18.036.002
Approvisionnements et marchandises .....		60	7.710.899	6.882.349
Achats .....		600/8	7.922.448	6.950.345
Stocks: réduction (augmentation).....(+)/(-)		609	-211.549	-67.996
Services et biens divers .....		61	6.577.188	5.058.202
Rémunérations, charges sociales et pensions .....	5.10	62	4.476.510	4.121.055
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles .....		630	1.468.424	1.546.501
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises) .....	5.10	631/4	3.290	33.308
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises) .....	5.10	635/7		
Autres charges d'exploitation .....	5.10	640/8	595.641	394.587
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration .....		649		
<b>Bénéfice (Perte) d'exploitation</b> .....		9901	1.503.165	1.165.627
<b>Produits financiers</b> .....		75	253.300	441.316
Produits des immobilisations financières .....		750	1	1.489
Produits des actifs circulants .....		751	4.836	2.416
Autres produits financiers .....	5.11	752/9	248.463	437.411
<b>Charges financières</b> .....	5.11	65	479.879	460.884
Charges des dettes .....		650	202.351	90.125
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises) .....		651		
Autres charges financières .....		652/9	277.528	370.759
<b>Bénéfice (Perte) courant(e) avant impôts</b> .....		9902	1.276.586	1.146.059

## COIL SA / NV – COMPTE DE RESULTATS PAGE 2

N°	0448204633	C 3		
	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>Produits exceptionnels</b>		76		
Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles		760		
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières		761		
Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels		762		
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés		763		
Autres produits exceptionnels	5.11	764/9		
<b>Charges exceptionnelles</b>		66	2.353.832	
Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		660		
Réductions de valeur sur immobilisations financières		661		
Provisions pour risques et charges exceptionnels		662		
Dotations (utilisations) (+)/(-)		662		
Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés		663	2.353.832	
Autres charges exceptionnelles	5.11	664/8		
Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)		669		
<b>Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts</b> (+)/(-)		9903	-1.077.246	1.146.059
<b>Prélèvements sur les impôts différés</b>		780		
<b>Transfert aux impôts différés</b>		680		
<b>Impôts sur le résultat</b> (+)/(-)	5.12	67/77		
Impôts		670/3		
Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales		77		
<b>Bénéfice (Perte) de l'exercice</b> (+)/(-)		9904	-1.077.246	1.146.059
<b>Prélèvements sur les réserves immunisées</b>		789		
<b>Transfert aux réserves immunisées</b>		689		
<b>Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter</b> (+)/(-)		9905	-1.077.246	1.146.059

## COIL SA / NV – REGLES D'EVALUATION

N° 0448204633

C 7

### REGLES D'EVALUATION

#### A.Principe général

Les règles d'évaluation ont été établies en concordance avec l' Arrêté Royal du 6 octobre 1976 portant sur les comptes annuels des entreprises.

#### B.Règles propres à l'entreprise

Frais d'établissement : les frais d'établissement et les frais d'augmentation de capital amortis sur une période de 3 ans , les autres 5 ans .

Les coûts de restructuration et les frais d'étude : sont amortis sur la durée du projet auquel ils se rapportent.

Les frais d'établissement et les autres actifs incorporels relatifs à de nouveaux investissements et à leurs futures activités seront seulement dépréciés à partir de la mise en activité de la ligne.

Immobilisations incorporelles : sont amorties sur 3 à 5 ans

Immobilisations corporelles : Les actifs corporels sont valorisés à leur valeur d'acquisition et dépréciés de la façon suivante :

Terrains bâtis : 5% linéaire.  
Terrains : 0% (le terrain a été réévalué à sa valeur actuelle).  
Bâtiments : 5% - 10% linéaire.  
Matériel et lignes d'anodisation : 10% - 20% linéaire.  
Matériel de bureau, mobilier et software : 3 à 10 ans linéaire.  
Installation sous leasing et frais supplémentaires : 10%.

Les immobilisations en cours : ne sont pas amorties avant leur mise en activité.

Stock : les stocks sont valorisés à leur valeur d'acquisition suivant la méthode FIFO ou à la valeur du marché à la date de clôture de l'exercice si celle-ci est inférieure à la valeur d'acquisition. Le stock des pièces détachées est régulièrement analysé et des moins values peuvent être enregistrés en fonction de l'ancienneté, du degré de rotation et du caractère stratégique des pièces de rechange.

Créances :les créances sont reprises à leur valeur nominale. Des réductions de valeur sont actées dès que le recouvrement de la créance est identifié comme incertain.

Dettes : sont reprises à leur valeur nominale

Les créances et dettes en devises étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

#### Provision pour risques et charges

Après consultation des instances concernées, les provisions requises pour les litiges en cours, les intérêts de retard et les frais de gestion des dossiers sont enregistrées, sur base du principe de prudence.

En l'absence de critères légaux permettant d'inventorier les transactions avec des parties liées qui seraient conclues à des conditions autres que celles du marché, aucune information n'a pu être reprise dans l'état XVIIIbis.

#### Instruments financiers dérivés, opérations de couverture

United Anodisers a recours à des instruments financiers dérivés pour se couvrir des risques de taux d'intérêt découlant de ses activités de financement (couverture de flux de trésorerie futurs attribuables à des dettes financières comptabilisées).

La politique de United Anodisers consiste à ne pas s'engager dans des transactions spéculatives ou à effet de levier et à ne pas détenir ou émettre des instruments à des fins de transaction.

Les critères fixés par United Anodisers pour classer un instrument dérivé parmi les instruments de couverture sont les suivantes :

- " l'on s'attend à ce que la couverture soit efficace pour parvenir à compenser les variations de flux de trésorerie attribuables au risque couvert ;
- " l'efficacité de la couverture peut être évaluée de façon fiable;
- " il existe des documents appropriés décrivant la relation de couverture à l'origine de la couverture.

## COIL SA / NV – RAPPORT DU COMMISSAIRE - COMPTES CONSOLIDES

### Rapport du commissaire à l'assemblée générale des actionnaires sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2011

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire. Le rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que les mentions complémentaires requises.

#### Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de Coil SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, établis sur la base du référentiel de Normes internationales d'information financière tel qu'adopté dans l'Union européenne, dont le total du bilan s'élève à 23.660.657 EUR et dont le compte de résultats se solde par une perte consolidée de 950.306 EUR.

Ces comptes comprennent plusieurs filiales significatives de droit belge ou de droit étranger dont le contrôle a été confié à d'autres réviseurs; dans le cadre de l'exercice de notre mission, nous avons obtenu leur attestation de la contribution de ces filiales à l'ensemble consolidé.

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application des méthodes comptables appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en œuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels consolidés. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, de même que l'évaluation du risque que les comptes annuels consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans le cadre de cette évaluation de risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur dans la société visant à l'établissement et à la présentation sincère des comptes annuels consolidés afin de définir les procédures de contrôle appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société. Nous avons également évalué le bien-fondé des méthodes comptables des règles de consolidation et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société, ainsi que la présentation des comptes annuels consolidés dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés clos le 31 décembre 2011 donnent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de l'ensemble consolidé, conformément au référentiel de Normes internationales d'information financière tel qu'adopté dans l'Union européenne.

### **Mentions complémentaires**

L'établissement et le contenu du rapport consolidé de gestion relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés:

- Le rapport consolidé de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Anvers, 18 mai 2012

BDO Réviseurs d'Entreprises Soc. Civ. SCRL

Commissaire

Représentée par Lieven Van Brussel